

DOSSIER

LES TRAVAILLEURS PAIENT LE GROS PRIX

Épuisement, licenciements, détresse



*il n'y a pas de confiance
entre le Boss et les employés
ils menacent de donner
des avis.*

20 000 ACTIONS SOLIDAIRES POUR RECTO VERSO

Lecteurs et lectrices du magazine Recto Verso, depuis cinq ans, vous prenez gratuitement votre exemplaire du magazine dans un présentoir situé dans une bibliothèque, un groupe communautaire, au local de votre syndicat, à l'université ou dans un kiosque à journaux. Vous êtes curieux, critiques et fidèles. Depuis cinq ans, nous travaillons à vous proposer une information de qualité sur la transformation de la société. Pour assurer la poursuite et le développement de ce magazine unique, nous avons besoin de votre soutien.

LA SOCIÉTÉ DES ACTIONNAIRES SOLIDAIRES DU MAGAZINE RECTO VERSO

NOUS ÉMETTONS 20 000 ACTIONS SOLIDAIRES, au coût unitaire de 10\$. Ces actions désobéissent aux lois du marché, elles en appellent à d'autres : la solidarité et l'engagement. Leur rendement n'est pas financier, mais il est garanti. Dans une société où l'ensemble des médias est maintenant contrôlé par une poignée de propriétaires, des voix indépendantes et alternatives doivent pouvoir se faire entendre.

Si vous lisez Recto Verso, si vous tenez à ce magazine, devenez membre de la Société des actionnaires solidaires de Recto Verso. Votre souscription est capitale.

Pour devenir membre, utilisez le coupon publié en page 4 et consultez notre site Internet, au www.rectoverso.info, pour suivre l'évolution de la campagne, obtenir des informations supplémentaires et exprimer votre appui.

6 **Éditorial**

8 **Tout court**

26 **Défense d'informer**

Birmanie | En collaboration avec Reporters sans frontières. PAR MA THIDA (SAN THAUNG)

39 **Mots de société**

13 **L'économie sociale en mouvement**
L'aide domestique : tout un progrès !

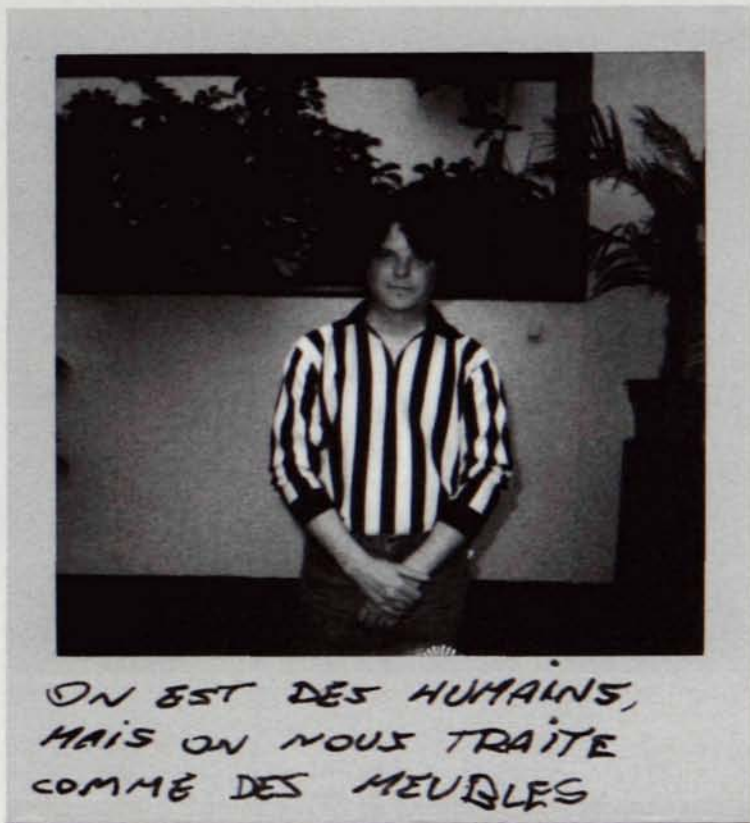
CI-CONTRE En avril 2003, les employés de l'hôtel Renaissance de Montréal ont appris que leur établissement fermait un mois plus tard : «On est des humains, mais on nous traite comme des meubles», a écrit un employé licencié sur le cliché Polaroid réalisé par le photographe Benoit Aquin.



il n'y a pas de confiance entre le Boss et les employés, ils menacent de donner des avis.

En couverture
Photo Benoit Aquin pour Recto Verso

Louise Paquin, col bleu à la Ville de Montréal et déléguée sociale du syndicat : « Il n'y a pas de confiance entre le "boss" et les employés. Ils menacent de donner des avis. »



*ON EST DES HUMAINS,
MAIS ON NOUS TRAITE
COMME DES MEUBLES*

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

LES TRAVAILLEURS **DOSSIER** PAIENT LE GROS PRIX

28 **Épuisement, licenciements, détresse.**

La vitesse et la quête du profit transforment le travail. Certains craquent. D'autres organisent l'entraide. PAR ANICK PERREAULT-LABELLE, ANNABELLE TAS, JEAN-SÉBASTIEN MARSAN, JULIE ROY, MÉLANIE NAVARRO, PATRICK ALLEYN ET RICHARD AMIOT

36 **Travaille sans bon sens** | Entrevue avec Michel Vézina, médecin spécialiste en santé communautaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-SÉBASTIEN MARSAN

18 **Les taliban d'Afrique : Terre de mission** | Les ONG wahhabites débarquent en Afrique, armées de pétrodollars arabes. PAR ADAMOU MAI MOTA ET ANDRÉ LACHANCE (SYFIA INTERNATIONAL)

22 **Kurdistan : L'unité inespérée** | « Nous n'accordons pas notre confiance à l'Occident. » Des Kurdes témoignent. PAR ANDRÉ SELEANU

L'URANIUM APPAUVRI UNE ARME INSIDIEUSE

Madame Ziba Kazemi,
Monsieur Richard Amiot,
Madame Sandra Friedrich,

Expliquez-moi s'il-vous-plait en quoi nous avons trahi la petite orpheline de la page couverture (*Recto Verso* n° 301) dont la photo aurait été prise à Kandahar en 1990 (souligné par l'auteur). «Là-bas (en Irak), 5 000 enfants meurent chaque mois faute de médicaments et de nourriture.» Quelle est votre source? «Quarante tonnes d'uranium appauvri suffisent à tuer 500 000 personnes.» Qu'est-ce que ça veut dire? L'exposition à l'uranium appauvri cause-t-elle une augmentation du taux de cancer (des os? Du sang?) de 200%? De 2000%? Après une heure d'exposition? Après 10 ans d'exposition? Dans quelle concentration?

«Pendant la guerre du Golfe, en 1991, les Alliés ont disséminé entre 300 000 et 800 000 tonnes de munitions à l'uranium appauvri dans l'environnement.» Ceci ne veut pas dire que 300 kT à 800 kT d'uranium appauvri ont été disséminées dans l'environnement, puisque l'uranium ne doit compter que pour une fraction de la masse des munitions en question, et heureusement!

Mettons qu'il y a 10% de la masse de ces munitions qui est constituée d'uranium appauvri. Ça représente au minimum 30 000 tonnes du métal radioactif. On a donc largué sur l'Irak de quoi tuer... 350 000 personnes, rien qu'en uranium appauvri! (Avez-vous pensé à l'impact du plomb contenu dans les balles d'armes légères et de mitrailleuses lourdes éparpillées sur le territoire irakien? C'est un métal lourd qui contribue à la pollution lui aussi!)

Un enfant sous-alimenté qui meurt d'un cancer en Irak, permettez-moi de me demander dans quelle catégorie de victimes vous le mettez... et surtout combien de fois vous comptez son décès.

— DANIEL TARDIF

N. D. L. R.

1. «En quoi nous avons trahi la petite orpheline»? Les États-Unis, et le Pakistan, ont armé et financé les *moudjahidin* et les *taliban* pour piéger l'Union soviétique dans ce qui devait être son Viêt-Nam. Le régime communiste de Kaboul est tombé en 1992, victime de la stratégie américaine poursuivie par les présidents Jimmy Carter, Ronald Reagan et George H. Bush. Depuis la chute du



PHOTO LIVIA LEYKAUF CARITAS INTERNATIONALIS

En Irak, chaque mois, 5 000 enfants meurent faute de médicaments et de nourriture, à cause de l'embargo.

régime des *taliban* en 2001, l'Occident livre au compte-goutte son aide au peuple afghan, aux orphelins et aux autres victimes de 25 ans de conflit, même l'aide militaire qui permettrait au gouvernement national d'y rétablir un semblant d'ordre.

2. «Là-bas, 5 000 enfants meurent chaque mois faute de médicaments et de nourriture»: 10 000 morts par mois, dont 5 000 enfants, c'est l'évaluation basse des victimes de 12 ans d'un embargo total contre l'Irak, très largement documentée. Pour vous initier à cette problématique, nous vous invitons à lire notamment Rachad Antonius et Raymond Legault, *Irak: Ces sanctions qui tuent* (Rapport de la mission d'observation en Irak organisée par Objection

de conscience/*Voices of Conscience* du 4 au 15 janvier 2000), disponible [en format Acrobat] à l'adresse Internet: » www.ocvc.8m.net ou en vous adressant à: OCVC 8166 Henri-Julien, Montréal, H2P 2J2, tél. 514-858-7584.

3. «Quarante tonnes d'uranium appauvri suffisent à tuer 500 000 personnes.» Les effets de l'oxyde d'uranium sont largement documentés. Les munitions à l'uranium appauvri sont accusées d'être à la source des maux éprouvés par 200 000 combattants américains et désignés sous l'appellation de «syndrome de la guerre du Golfe». Neuf milles en sont morts. Des milliers de combattants canadiens, italiens, britanniques ou français sont également affectés. Qu'en est-il des populations civiles ►

**RECTO
VERSO**

SOUTENEZ RECTO VERSO! ABONNEZ-VOUS!

	1 AN	2 ANS
Groupe/Institution	<input type="checkbox"/> 25 \$	<input type="checkbox"/> 42 \$
Individu	<input type="checkbox"/> 20 \$	<input type="checkbox"/> 34 \$
Soutien	<input type="checkbox"/> 32 \$	<input type="checkbox"/> 60 \$
Étudiant	<input type="checkbox"/> 15 \$	
À l'étranger	<input type="checkbox"/> 30 \$	<input type="checkbox"/> 50 \$

Faire parvenir votre chèque ou mandat poste à Revue Vie Ouvrière Inc. 1215, rue Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

d'Irak et du Koweït? Voyez à ce sujet l'excellente émission préparée par une équipe de reporters de 90 minutes, de la chaîne européenne Canal+, à télécharger en format REAL-AUDIO sur le site Internet :
» www.dissident-media.org/fichier_real/90mngolfe.ram

4. Nous avons erronément écrit que les forces alliées avaient disséminé de 300 000 kT à 800 000 kT d'uranium appauvri dans l'environnement, au Koweït et en Irak, en 1990-1991. Il s'agissait plutôt de 300 000 kg à 800 000 kg. Le refus des gouvernements qui en possèdent d'étudier les effets de ces munitions sur la santé humaine, le secret et les mensonges à ce sujet limitent nos connaissances. Le gouvernement britannique admet cependant que 30 000 kg suffisent pour tuer 50 000 personnes. D'autres sources indiquent une morbidité 10 fois plus grande. Le gouvernement canadien a abandonné l'usage de pénétrateurs à l'uranium appauvri, même s'il défend la thèse de leur innocuité pour la santé humaine.

» www.forces.gc.ca/health/information/frgraph/DU_home_f.asp

Le 6 avril 2002, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a recommandé d'étudier les effets de l'uranium appauvri en Irak, après la publication, le 25 mars 2003, du premier rapport de l'Organisation mondiale

de la santé sur une contamination des eaux souterraines en Bosnie-Herzégovine en raison de l'usage de munitions contenant de l'uranium appauvri lors du conflit de 1994-1995.

La liste des maux attribuables à une contamination par des oxydes d'uranium comprend : des pertes de vision, des glaucomes pour les nourrissons, des pertes de mémoire, tremblements et désordres musculo-squelettiques, cancers de diverses natures. L'augmentation du nombre de cancers attribuables en Irak à la pollution par les oxydes d'uranium varie de 400% à 1000% selon les types de cancer. Il semble que la contamination soit immédiate. Les oxydes d'uranium sont dangereux à l'état de traces et se retrouvent dans l'eau, l'air, les herbes, la viande et les végétaux consommés par les êtres humains et dans le lait maternel.

DÉFENSE D'INFORMER OU INFORMER POUR SE DÉFENDRE ?

[...] Je pose la question : êtes-vous sûrs que l'acharnement occidental soit la meilleure manière de venir en aide aux domestiques cubains tout en donnant la parole aux journalistes «délateurs» (qui dénoncent) des régimes où l'accès à la santé et à l'éducation fait rêver ici comme ailleurs dans le Tiers-Monde? (*Recto Verso*)

n° 299) Un domaine particulièrement important pour venir à bout de l'obscurantisme et de la soumission aveugle est précisément l'éducation, vous en conviendrez. Quant à la santé, il faut bien admettre aussi que les Cubains n'ont pas eu besoin de la Commission Romanow, de nombreuses luttes et combien de menaces provocantes de privatiser, pour consolider leur système de soins. [...] Êtes-vous sûrs que participer à la campagne de dénigrement du socialisme soit vraiment utile aux peuples de ces pays alors que ces régimes font de grands efforts pour que ne soient plus associés socialisme et pauvreté? Ne cherchent-ils pas à élargir les droits, à trouver des voies nouvelles pour améliorer constamment les conditions de vies de leur peuple? [...]

— GUY ROY
Lévis

AU NOM DE L'ARGENT

La guerre en Irak actuellement, je la trouve injustifiée comme beaucoup d'entre nous et, bien que je ne sois pas toujours d'accord avec la politique de notre premier ministre canadien, cette fois-ci, je suis fier qu'il ait refusé de s'associer au président américain pour cette guerre. Bien sûr, il nous est plus facile de critiquer que d'agir, on en met gros sur le dos de nos gouvernements en oubliant que c'est nous qui les avons élus,

bien entendu en espérant qu'ils sauront nous représenter dans nos souhaits de paix, d'entraide et de solidarité. [...] Peut-on rester insensible face à ces horreurs? Et que peut-on faire personnellement, chacun dans nos maisons? [...] Déjà, le fait de manifester contre la guerre, contre la spoliation des pays au profit des plus puissants, contre les mines antipersonnel, contre l'appropriation des richesses au détriment des plus pauvres qu'on appauvrit davantage et qu'on laisse sans ressource, dans un pays souvent dévasté et tari, c'est sans doute louable. Mais est-ce suffisant?

[...] Présentement, la nouvelle religion, c'est l'ARGENT et la puissance qu'il apporte aux pays qui en sont bien pourvus. Ils n'essaient plus de «convertir», ils s'approprient tout simplement les richesses par toutes sortes de moyens, y compris la guerre, pour prouver leur puissance. [...]

Je vous souhaite de continuer votre beau travail. Je continuerai à vous lire et sans doute vais-je participer à votre «programme d'actions solidaires». Au revoir et à bientôt.

— JOCELYNE BENOIT

(Voir www.rectoverso.info)

NDLR : La tribune de *Recto Verso* est ouverte à toutes les personnes et organisations. Seules les lettres signées, avec adresse et numéro de téléphone seront publiées. *Recto Verso* se réserve le droit de les abréger.

20 000 ACTIONS SOLIDAIRES POUR RECTO VERSO

Pour information | Téléphone 514-523-5998 | Télécopieur 514-523-5812
Courriel rectoverso@videotron.ca | Site Internet www.rectoverso.info

● Je deviens membre de la Société des actionnaires solidaires de Recto Verso

Nombre d'actions _____ x 10 \$ = _____ \$

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Province _____ Code postal _____

Téléphone _____

Courriel _____

Retourner ce coupon et votre contribution à l'adresse suivante :
Recto Verso, 1215, de la Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5

Magazine indépendant d'information générale, *Recto Verso* examine les réalités socio-politiques, économiques et culturelles d'ici et d'ailleurs. Publié depuis 1951, le périodique s'inspire depuis toujours des idées émancipatrices dans la perspective d'un plus grand pouvoir des citoyens-nés sur leurs conditions de vie et de travail. Les articles publiés dans *Recto Verso* n'engagent que leur-s auteurs-es.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Richard Amiot, Pierre Bisaillon, Mathieu Bostyn, Françoise Guay, Carine Guidicelli, Isabelle Gusse, Henry-George Madelaine.

POUR NOUS JOINDRE 514-523-5998**DIRECTION**

COORDINATION GÉNÉRALE ET ADMINISTRATION
Anne-Marie Brunelle – POSTE 26
ambrunelle.rectoverso@vl.videotron.ca

ABONNEMENTS ET DISTRIBUTION

COORDONNATRICE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VIE ASSOCIATIVE
Nathalie Langlois – POSTE 21
nlanglois.rectoverso@biz.videotron.ca

RÉDACTION**RÉDACTEUR EN CHEF**

Richard Amiot – POSTE 23
redaction.rectoverso@vl.videotron.ca

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT ET DIRECTEUR PHOTO

Patrick Alleen – POSTE 25
alleyn@cam.org

ADJOINTE À LA RÉDACTION

Mélanie Navarro – POSTE 22
mnavarro.rectoverso@biz.videotron.ca

STAGIAIRES

Lisa Marie Olsney, Ester Segura

PUBLICITÉ**DIRECTRICE DES VENTES**

Edith Tessier – POSTE 24
etessier.rectoverso@vl.videotron.ca

ADJOINTE À LA DIRECTION DES VENTES

Maya Chartier – POSTE 27
mchartier.rectoverso@biz.videotron.ca

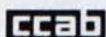
PRODUCTION

DIRECTEUR ARTISTIQUE François Leclerc
DIRECTEUR DE LA PRODUCTION Alain Thérout

IMPRESSION Quebecor World

DISTRIBUTION Distributions Faucons

FRÉQUENCE DE PARUTION 6 numéros par an



La distribution de *Recto Verso* est certifiée par le Canadian Circulation Audit Board (CCAB). Décembre 2001. *Recto Verso* est distribué dans plus de 1100 points de dépôt et par abonnements, à travers le Québec et dans la francophonie hors Québec.

Recto Verso bénéficie de fonds pour le développement de l'économie sociale du gouvernement du Québec. Nous reconnaissons l'aide financière accordée par le gouvernement du Canada pour nos coûts rédactionnels par l'entremise du Fonds du Canada pour les magazines. Le Centre St-Pierre, par le Secteur Promotion Communautaire, contribue au développement du magazine *Recto Verso*. *Recto Verso* est membre de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ). Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse Repère.

Canada Québec

Dépôt Légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec – ISSN 1484-6586

Envoi de publication – enregistrement n° 1325639

Parution n° 302 – mai 2003

EDITORIAL

QUESTION DE STATURE

LES QUÉBÉCOIS ET LES QUÉBÉCOISES

ont voté le 14 avril dernier dans la proportion la plus faible depuis 1926. Les sondes sortent du scrutin grands vainqueurs! La performance du chef libéral Jean Charest pendant le débat télévisé, le désabusement inexplicable des électeurs, le vieux réflexe de l'alternance politique rouge-bleu et l'écrasement des adéquistes/Mario Dumont leur ont donné raison. Bref, changement de garde à Québec. Les libéraux retrouvent le pouvoir après neuf longues années dans l'opposition.

Il est bon de noter toutefois qu'ils le retrouvent dans un Québec qui a beaucoup changé depuis 1994. Le PLQ a clamé bien

la conciliation travail-famille (récupéré en fin de parcours par M. Charest) ne résisteront à un budget de l'An 1 de croissance des dépenses en santé et en éducation et de coupures massives dans les impôts des plus riches. M. Charest doit se montrer pragmatique et ne pas mettre le feu aux poudres.

D'autre part, une réforme majeure l'attend, qui ne coûte pas cher, qui a été promise par tous les principaux partis et qui doit apparaître en haut de la liste du discours d'ouverture de la prochaine session parlementaire à Québec : la réforme du mode de scrutin et la réforme parlementaire. Tous les citoyens, les plus jeunes surtout, doivent se sentir en-

Réforme électorale et parlementaire : tous les citoyens, les plus jeunes surtout, doivent être parties prenantes aux décisions.

haut, tout au long de la campagne électorale, que ses priorités iraient au système de santé et à l'éducation. Des choix incontestables, vu l'ampleur des besoins dans ces deux secteurs. Mais il a aussi parlé d'une réduction rapide des impôts, de dé-fusions municipales et de compressions importantes dans les autres ministères.

Ces orientations menacent des avancées importantes sur les plans social et environnemental sous le gouvernement du Parti Québécois, dernière mouture : le plan d'action de la lutte contre pauvreté, la croissance de l'économie sociale, la politique de l'eau et la protection des rivières contre les mini-centrales, et même le programme électoral pour

gagés dans le processus démocratique. Sinon, on connaît la suite...

La pauvreté, Monsieur Charest

Le Québec s'est doté d'une loi pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Le plan d'action qui l'accompagne doit être mis en œuvre le plus rapidement possible. Deux mesures urgentes s'imposent : le barème plancher à l'aide sociale et la gratuité des médicaments pour les plus démunis. L'opposition libérale avait présenté une motion pour presser le gouvernement sortant à mettre en œuvre ces mesures urgentes maintenant. Depuis deux ans, les libéraux – les premiers à l'avoir fait, d'ailleurs – pro-



MOT DE L'ÉDITRICE

ACTIONS SOLIDAIRES

DEPUIS LE DÉBUT DE LA CAMPAGNE

des 20 000 actions solidaires, c'est la fête chez *Recto Verso* quand le facteur passe. Tous les jours, depuis cinq semaines, nous recevons vos mots d'encouragement, vos souscriptions à la Société des actionnaires solidaires de *Recto Verso*, de partout au Québec et même de l'étranger! Parfois, vous choisissez de passer nous voir, discuter, rencontrer l'équipe.

L'objectif de la campagne des 20 000 actions solidaires est pécuniaire. Nous vous l'avons expliqué dans notre dernière édition, nous avons besoin de d'effacer des pertes associées au lancement de *Recto Verso*. Même si, aujourd'hui, le magazine est en bonne santé financière, cette dette nuit à nos activités courantes et ralentit le développement du magazine. Sans votre appui, cette dette met en péril le magazine.

Nous avons voulu dès ses débuts que *Recto Verso* soit gratuit, accessible dans toutes les régions du Québec et dans la francophonie canadienne. Publié à 85 000 exemplaires, le magazine est disponible gratuitement dans plus de 1100 points de dépôt. Rejoindre le plus de lecteurs possible à son prix. La distribution gratuite, par exemple, nous coûte plus de 50 000 \$ par année. Les frais d'imprimerie dépassent les 150 000 \$ annuellement.

Nous sommes encore convaincus de la justesse de notre choix. L'avenir de *Recto Verso*, comme vous l'aimez, dépend de l'implication du plus grand nombre possible de lecteurs dans le financement de cette distribution, grâce aux abonnements et aux actions solidaires. Soyez convaincus que nous garderons le cap, pour l'information comme pour la distribution.

Mais cette campagne a aussi un autre objectif : témoigner de votre soutien au magazine. Nous le faisons pour vous. Il vous appartient. Décidez de son avenir.

— Anne-Marie Brunelle

mettent un barème plancher (incompréhensible) pour les prestations des sans-emploi qui échouent à l'aide sociale. Ce taux de la prestation de base, actuellement de 545 \$ par mois pour les célibataires sans enfant, doit être revu à la hausse pour refléter les besoins réels des personnes.

Il en coûtera 24 M\$ pour rétablir la gratuité des médicaments pour les assistés sociaux et les retraités qui touchent le supplément de revenu garanti. Les assistés sociaux aptes au travail paient jusqu'à 17 \$ par mois en franchise pour les médicaments. Un montant minime pour la plupart, mais trop élevé pour ceux qui doivent vivre sous le seuil de la pauvreté et se priver de l'essentiel pour se soigner.

M. Philippe Couillard, maintenant ministre de la Santé, a déclaré à des groupes d'assistés sociaux qu'il était aberrant de ne pas fournir les médicaments aux démunis. Il ne doit pas oublier ses indignations passées. On nous annonce que la crise du logement, qui revient, sera au moins aussi grave que les deux dernières années. Le gouvernement libéral devra augmenter les investissements dans le logement social pour résoudre une fois pour toutes un problème qui n'a pas lieu d'être dans un pays riche comme le nôtre.

Le choix de l'économie sociale

Le budget déposé en mars 2003 par M^{me} Pauline Marois comportait des mesures attendues pour la croissance de l'économie sociale. Il s'agissait d'un plan abouti, com-

Jean Charest rentre chez lui avec sa famille, le soir de son élection, le 14 avril 2003.

portant des mesures de soutien au démarrage et à la consolidation des entreprises, des outils de capitalisation, des politiques et des fonds dédiés par secteur d'activités.

Combiné aux mesures de soutien aux coopératives, le plan pour le développement de l'entrepreneuriat collectif coûtera 40 M\$ à l'État. Intimement liée aux besoins des milieux locaux, l'économie sociale apporte des réponses originales et collectives aux besoins sociaux, orientées vers un développement durable. Parmi ses plus grandes réussites, le réseau des Centres à la petite enfance doit compter sur des politiques publiques constantes. Désinvestir dans la petite enfance coûterait plus cher que plusieurs stades olympiques.

Chèques-vacances

M. Charest a raillé la promesse électorale de Bernard Landry de chèques-vacances. M. Charest a eu tort. Cela fait 20 ans que cette revendication chemine, elle allait aboutir, cela n'est pas un caprice. (Voir : *RV*, n° 291, «Partir/sortir : le droit aux vacances») Cela tombe bien : *Recto Verso* publie aujourd'hui un dossier éducatif sur l'état de santé mentale des travailleurs et travailleuses québécois. Lisez-le. Vous verrez que toutes ces promesses électorales ont du sens. Les trahir ne grandira aucun homme politique désirent acquiescer la stature d'un homme d'État. □



PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Sommet des Amériques 2001 — Les opposants à la ZLEA occupent Québec jour et nuit dans le brouillard des gaz lacrimogènes.

regroupant 146 pays, sur les médicaments, l'agriculture et le commerce des services.

Pour les médicaments, les pays les moins riches, menés par le Brésil et l'Inde, réclament de pouvoir fabriquer des médicaments génériques pour faire face aux pandémies (sida, tuberculose). Les États-Unis, le Canada, la Suisse et les sociétés pharmaceutiques s'y opposent. Le 20 décembre 2002, à Genève, l'accord sur les médicaments, promis par les pays riches, a échoué.

L'OMC à Cancún

Les membres de l'OMC ont déposé, le 31 mars 2003, leurs offres de libéralisation des marchés dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS, en vigueur depuis 1995). Les négociations sur le renouvellement de l'AGCS doivent se conclure avant le 1^{er} janvier 2005.

Les propositions canadiennes sur l'AGCS excluent la santé, l'enseignement public, les services sociaux et la culture. «En principe, on ne négocie que sur les services liés au commerce, mais la frontière avec les autres services est très poreuse», s'inquiète Christian Deblock.

Pour le commerce agricole, un accord est en vigueur depuis 1993 (Uruguay Round). En 2001, à Doha, l'OMC a convenu de négocier un nouvel accord pour 2005. «L'OMC s'est entendu sur un agenda. Ça a dérapé parce que les États-Unis ont décidé de subventionner leur agriculture massivement. Les négociations au sein de l'OMC piétinent», analyse le professeur Deblock. La prochaine conférence ministérielle de l'OMC, la cinquième, se tiendra à Cancún, au Mexique, en septembre 2003. □

>> RQIC : (514) 982-6606

ZLÉA PAROLE AUX CITOYENS

Le Québec rejoint le mouvement de référendums populaires menés par les groupes sociaux des Amériques.

PAR ESTER SEGURA

Le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) a commencé la consultation populaire sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) le 16 janvier 2003 au Québec. Mais un joueur important manque à l'appel : les syndicats de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ, 500 000 membres) n'y participeront pas.

André Leclerc, directeur du Service de solidarité internationale de la FTQ, affirme qu'il n'y a aucun désaccord avec le RQIC, mais, «à l'origine, l'accent était trop axé sur le rejet du processus actuel. Ce qu'on veut, c'est chercher des alternatives».

La consultation voulue par l'Alliance sociale continentale

(ASC) avait débuté en 2002 ailleurs en Amérique. Au Brésil, 10 millions de citoyens ont voté en septembre 2002. Sans surprise, 95% ont dit «NON». «On veut lancer un appel à un NON à la ZLÉA telle qu'elle se négocie actuellement», expose Marcela Escibano, porte-parole du RQIC.

Bureaux de vote

Des organisations ouvriront des bureaux de vote. Le Centre St-Pierre, 1212 rue Panet à Montréal, présentera avec *Recto Verso* une exposition de photos sur les mouvements de contestation à partir du 6 mai, à côté d'un bureau de votation.

La Confédération des syndicats nationaux (CSN, 280 000 membres) organisera des soirées thématiques et des sessions

de formation. «La ZLÉA n'est pas sans conséquences directes sur la vie de tous les jours. Il faut que les gens embarquent dans la lutte», explique Louis-Serge Houle, du Conseil Central de Montréal de la CSN.

À quoi va servir cette Consultation? Pour Christian Deblock, directeur du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM), «ce n'est pas tellement le résultat qui est important comme de savoir quelles sont les demandes de la société civile».

Trente-quatre pays, dont le Canada (Cuba est exclu), participent aux négociations de la ZLÉA. Le 15 février 2003, ils ont échangé des offres initiales sur l'accès aux marchés pour les biens, les services, l'investissement et les marchés publics. Ils ont maintenant jusqu'au 15 juin 2003 pour demander des améliorations aux offres.

La création de la ZLÉA, le plus riche et le plus vaste marché de consommateurs (800 millions) au monde, est prévue en 2005. Cela pèsera lourd sur les accords futurs au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

Rachel Lacasse SUR LE FRONT DES DÉMUNIS

«Rachel a vécu des injustices et cela fait que son engagement est très profond.»

PAR ESTER SEGURA

«Étre citoyenne, moi, je sais ce que ça veut dire. Si je n'avais pas ma militance, ma vie n'aurait aucun sens.» Rachel Lacasse a pris la parole avec ces mots devant une foule de 400 personnes, à l'ouverture du Forum citoyen pour un Québec et un monde sans pauvreté, en mai 2002. Cette femme de Québec au sourire timide, seule fille d'une famille de douze enfants, n'est allé ni au secondaire ni à l'université. «Avec onze frères, la question d'étudier ne s'est même pas posée, il fallait que j'aide ma mère».

À 44 ans, M^{me} Lacasse perd son emploi de femme de ménage dans une maison privée. En 1992, malade, elle a des ennuis avec l'aide sociale et elle décide de reprendre ses études à l'école pour adultes Louis-Joliette. Elle y entend parler pour la première fois de l'Association pour la défense des droits sociaux de Québec (ADDS). «Le

fait de voir qu'il y avait des personnes très instruites qui, pouvant travailler ailleurs avec des meilleurs salaires, préféreraient travailler pour améliorer la société, m'a fait comprendre que pour changer les choses, il faut que chacun de nous s'implique.»

Front commun

Elle siège maintenant à l'exécutif national du Front commun des personnes assistées sociales du Québec et à celui du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté. «Être à l'exécutif n'est rien d'autre que le résultat d'une forte implication. Au cours des années, j'en suis venu à connaître le sujet, pas parce que j'ai suivi une formation quelconque, mais parce qu'il est omniprésent dans ma vie.»

Jean-Yves Desgagnés, coordonnateur provincial du Front commun, parle de M^{me} Lacasse avec admiration. «Rachel a vécu



Le 17 avril 2003, Rachel Lacasse demande au PLQ de respecter ses engagements envers les assistés sociaux.

des injustices et cela fait que son engagement est très profond.» Célibataire et sans enfant, M^{me} Lacasse vit avec la prestation mensuelle de 788 dollars d'aide sociale et travaille comme bénévole à l'ADDS.

En octobre 2002, elle assiste aux débats de la Commission permanente des affaires sociales de l'Assemblée nationale du Québec. «Cela a été une expérience magnifique, pouvoir parler directement à ceux qui ont le pouvoir réel de faire quelque chose pour améliorer le sort des plus démunis.»

Pendant six ans, elle a co-

ordonné des ateliers de sensibilisation à la lutte pour les droits sociaux. Elle dénonce l'iniquité salariale et la situation précaire de beaucoup d'assistés sociaux et s'inquiète de l'avenir des jeunes dans le monde du travail.

L'ADDS de Québec reçoit une centaine d'appels par semaine. «Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir.» Claudine Tremblay, coordonnatrice à l'ADDS à Québec, sourit en parlant de Rachel. «Elle est partout! C'est à cause de femmes comme elle que les luttes sociales avancent.» □



Dans les luttes et les combats

RAD: aliments morts

Santé Canada veut augmenter le nombre d'aliments irradiés au Canada. L'irradiation est un procédé radioactif de conservation des aliments qui détruit les bactéries, les vitamines, la vie.

Le ministère procède actuellement à une analyse des informations recueillies auprès de scientifiques, de l'industrie agroalimentaire et de citoyens, à la suite de consultations publiques tenues l'automne dernier. «Si nous ne trouvons pas de nouvelles

contre-indications scientifiques, nous procéderons», a confirmé Claude Boissonneau de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'organisme chargé de l'application des modifications proposées par Santé Canada.

Des opposants aux RAD disent que cette décision ne vise aucunement à protéger la santé publique. «C'est pour permettre aux États-Unis de vendre sa viande, ses légumes et ses fruits irradiés sans qu'ils ne soient bloqués à la frontière», dénonce le militant Paul De Bané.

Fortis au Belize

Mars 2003 — La Cour du Belize a donné le feu vert au géant canadien Fortis pour détruire une des dernières forêts vierges des Amériques. Le gouvernement a obtenu l'autorisation judiciaire pour le projet de barrage hydroélectrique sur la rivière Macal qui va inonder la région, mettre en péril son écosystème et bouleverser la vie de ses habitants (voir RV n° 296). L'ONG Belize Alliance of Conservation porte en appel le jugement au Conseil

privé de Londres, la plus haute instance juridique du Commonwealth.

RSF

Reporters sans Frontières souligne la 13^e Journée internationale de la liberté de la presse avec le lancement de son nouvel album de photographies. L'album réalisé par Philip Plisson sera vendu 10,50\$ au profit des journalistes emprisonnés et de leurs familles, à compter du 16 mai à La Maison de la Presse Internationale.

Osez vous serez étonnés!

Offrez-vous Le Devoir du samedi

Actualités Le monde Perspectives Éditorial Idées
Science Éducation Économie Culture Sports

CAHIER SAMEDI CAHIER CULTURE
CAHIER LIVRES CAHIERS SPÉCIAUX L'AGENDA

LE DEVOIR

Un journal indépendant

Abonnements : 514.985.3355 ou 1 800 463.7559

www.ledevoir.com

Biodiesel POUR TOUS LES AUTOBUS DE MONTRÉAL

PAR DENISE PROULX

La Société de transport de Montréal (STM) entend utiliser du biodiesel dans ses 1600 autobus au cours de l'année 2004, annonce Camil Lagacé, directeur du projet des BioBus, qui s'est déroulé entre mars 2002 et mars 2003. Le projet expérimental de mélanger du biodiesel au pétrodiesel a passé le test de l'hiver. Malgré le froid intense qui a duré cinq semaines, les 155 autobus de la STM ont pu rouler avec un mélange de carburant contenant 20% de biodiesel (B20).

L'usage de ce carburant écologique a permis une réduction de 1100 tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Si les 1600 autobus de la STM passent au biodiesel, cette réduction de CO₂ grimpera à 21 800 tonnes de CO₂/année. «Si les neuf sociétés de transport du Québec se mettent au biodiesel, ce sera encore plus remarquable. C'est au minimum 44 000 tonnes de CO₂/année qui seraient éliminées.», ajoute Camil Lagacé.

En plus de purifier l'air, le biodiesel est créateur d'emplois.

La firme Rothsay Laurenco, une filiale de la multinationale agroalimentaire Meaple Leaf, annoncera à la mi-juin la construction d'une usine de recyclage de graisses végétales, fritures et carcasses animales en biocarburant, capable de fournir 30 millions de litres dès janvier 2004.

Les seuls obstacles pourraient venir de la part des pétrolières elles-mêmes et du coût d'approvisionnement en biodiesel. «Les pétrolières Shell, Sunoco et Petro-Canada sont prêtes à fournir du biodiesel. Ce qui n'est pas nécessairement le cas d'Ultra-mar, le fournisseur actuel de la STM. Elles savent que c'est devenu un incontournable», complète Camil Lagacé.

L'approvisionnement en biodiesel de toute la flotte de la STM imposerait une augmentation des coûts de près de 500 000 \$ à la Ville de Montréal. «L'enjeu se situe à ce niveau-là. Il faut que les gouvernements fédéral et provincial soient conséquents avec leurs engagements envers le Protocole de Kyoto et soutiennent les efforts de la STM», suggère Camil Lagacé. □

11^e ÉDITION

les grande
RENCONTRE

FESTIVAL

DE DANSE ET DE MUSIQUE
TRADITIONNELLES QUÉBÉCOISES

29, 30, 31 MAI ET 1^{er} JUIN 2003

Concerts, danse, chanson et conte pour toute la famille avec entre autres : L'Orchestre Messervier, La Voïée d'Castors, Le Vent du Nord, McDades, Fred Pellerin, Le Rêve du Diable, Sandy Silva et Laura Risk.

RÉSEAU ADMISSION (514) 790-1245, 1 800 678-4595

INFO-FESTIVAL (514) 273-0880, 1 866 773-0880

Nouveau Zest : 4200 Ontario Est, Montréal www.spdtq.qc.ca

Québec

Canada

SECO

Ville de Montréal



Le 28 mars 1999, la diffusion à Télé-Québec de *L'Erreur boréale* de Richard Desjardins a sonné le réveil des Québécois : leurs forêts seraient surexploitées.

dans son rapport annuel de 2002 à l'Assemblée nationale, révélait que «le ministère n'est pas en mesure de déterminer s'il y a surévaluation de la possibilité forestière et [...] s'il y a sur-récolte des bois de la forêt publique». La décision du ministre «d'étudier» la question en ne faisant appel qu'à des scientifiques et le caractère «sélect» de la commission inquiètent les groupes environnementaux. Au lieu d'une étude limitée, sur la production de matière ligneuse, ils veulent élargir le débat, en examinant tout le modèle forestier actuel, tout en démocratisant l'exercice.

Le changement de gouvernement ralentira la mise en branle de la commission, mais ses travaux ne sont pas compromis. En mars 2003, en Abitibi, sur les terres du chansonnier militant Richard Desjardins (*L'Erreur boréale*), le chef du parti libéral et nouveau premier ministre, Jean Charest, a en effet promis une commission plus large et une enquête publique plutôt que seulement une étude scientifique.

En février, à l'Université Laval, le député libéral Claude Bécharde (Kamouraska-Témiscouata) s'est prononcé en faveur de la création d'un poste de vérifi-

cateur des forêts relevant du bureau de la Vérificatrice générale et de l'Assemblée nationale.

Une étude transparente

Les écologistes demandent que la commission soit itinérante et qu'elle dure assez longtemps pour répondre à la multitude d'interrogations sur les forêts québécoises : À qui profite le modèle de foresterie actuellement? L'industrie s'adapte-t-elle à la forêt ou est-ce l'inverse qui se produit? Quels sont les liens entre le gouvernement et les industriels bénéficiant des droits de coupe (contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier [CAAF] d'une durée de 25 ans)? Comment se portent la flore et la faune québécoises en 2003?

Nathalie Zinger, directrice du Fonds mondial de la nature (World Wildlife Fund, WWF) au Québec, a signé avec neuf autres groupes une lettre demandant l'élargissement du mandat de la commission, mettant ainsi fin au débat sur le choix de l'instance appropriée (commission d'étude, enquête publique ou audience publique menée par le BAPE). «Pour l'instant, l'important, c'est de dire ce dont on a besoin, et ensuite on prendra l'outil qui est le plus approprié», a-t-elle spécifié. □



PHOTO BENOÎT AQUIN

Forêt UNE COMMISSION FLOUE

Souhaitée par les écologistes, la Commission d'étude scientifique et technique sur la gestion de la forêt publique québécoise prend forme, mais son mandat reste flou.

PAR MARIANNE GRAVEL

Les groupes environnementaux vont «bûcher» pour que cette Commission reste indépendante et soit publique et itinérante. «On ne veut pas d'une commission dont le but serait uniquement de rassurer le public sur les questions forestières», soutient le porte-parole de la Société pour la nature et les parcs (SNAP), M. Jean-François Gagnon. Après son annonce en

février 2003 par le ministre des Ressources naturelles, M. François Gendron, la réaction des groupes sociaux et environnementaux est unanime.

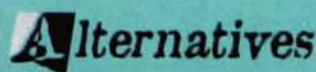
Démocratiser le débat

Cette commission, que doit présider l'ingénieur Roger Nicolet, devra répondre aux questions de la Vérificatrice générale du Québec, M^{me} Doris Paradis. Celle-ci,

Le journal Alternatives

UN MENSUEL INDÉPENDANT DE 12 PAGES DISTRIBUÉ À PLUSIEURS MILLIERS D'EXEMPLAIRES. DISPONIBLE DANS PLUSIEURS LIBRAIRIES À TRAVERS LE QUÉBEC.

- Je désire recevoir le journal ALTERNATIVES de 12 pages (25 \$ par année)
- Je désire recevoir des informations sur ALTERNATIVES



...parce qu'un monde différent est possible

Nom		
Adresse	Ville	Code postal
Numéro de téléphone		Courriel

Envoyez ce coupon-réponse avec un chèque à :
JOURNAL ALTERNATIVES - 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1

www.alternatives.ca



PHOTO BENOIT AQUIN



Le militant Jaggi Singh

Activisme LA CRIMINALISATION

PAR ESTER SEGURA

Les rassemblements de manifestants sont le lieu de nombreuses arrestations. La plus célèbre : celle de Jaggi Singh, lors du Sommet des Amériques à Québec en 2001, emprisonné pendant 20 jours pour participation à une émeute et possession d'une arme dangereuse (une catapulte à toutous en peluche).

Le 24 avril 2003, M. Singh et les activistes Jonathan Aspireault-Masse et Christina Xydous ont été blanchis des charges de « participation à une émeute », portées contre eux en octobre 2000 lors du rassemblement anti-mondialisation

contre le G20 à Montréal. Le procès en Cour supérieure de Montréal a commencé le 7 avril 2003 devant jury. L'accusation « d'attroupement illégal » n'a pas été retenue. M. Singh fait face à d'autres procès. Pour en savoir plus sur les procès et apporter votre soutien, vous pouvez écrire à : montreal@tao.ca

Une escalade de poursuites judiciaires contre des activistes politiques semble prendre forme au Canada. Forcément, la question qui se pose est : combien d'argent le gouvernement du Québec dépense-t-il pour tous ces procès ? Le ministère de la Justice affirme que ces informations ne sont pas publiques. □



-Centre de formation
-Carrefour de personnes engagées

Le CPMO tient à souligner l'apport essentiel du magazine Recto Verso comme média alternatif.

Son excellent travail d'analyse et de réflexion contribue à l'émergence d'un projet de société juste et équitable.

1215, de la Visitation local 102, Montréal, Qc H2L 3B5
tél : (514) 526-2673 f. : (514) 526-6761 courriel : cpmo@cam.org

Quand le travail devient indécent :

le harcèlement psychologique au travail



L'ÉCONOMIE SOCIALE EN MOUVEMENT

CAHIER D'INFORMATION

produit par



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



ÉCONOMIE SOCIALE
ACTION COMMUNAUTAIRE



FONDS DE FINANCEMENT
COOPÉRATIF

L'AIDE DOMESTIQUE :

TOUT UN PROGRÈS!

Assurer des services de qualité aux personnes âgées, offrir des conditions de travail décentes et intervenir en complémentarité des services dispensés par les CLSC, voici le défi que relève actuellement ce nouveau secteur des entreprises d'économie sociale en aide domestique.

LA VIE QUOTIDIENNE DE L'AIDE DOMESTIQUE

« J'offre des services admissibles au PEFSAD (Programme d'exonération financière des services d'aide domestique), note Ginette Saint-Pierre, directrice générale de Multi-services Albanel, au Saguenay. Il s'agit de l'entretien léger, l'entretien lourd, l'accompagnement et l'aide à la convalescence. Il ne s'agit ni de travail social, ni d'aide psychologique. Nous offrons aussi un soutien aux aidants naturels. »

L'entreprise compte 82 employés sur le terrain, dont les trois quarts à temps plein, et six employés rattachés à l'administration. Ces employés sont dans une très vaste majorité des femmes. Elles sont généralement âgées de 35 à 50 ans. L'entreprise offre quelque 98 000 heures de service par année et bénéficie d'un budget de 1,3 million de dollars, dont 995 000\$ destinés aux salaires. Ces données font de Multi-services l'Albanel, l'une des entreprises de plus grande taille dans le secteur. Créée en 1996, elle figure parmi les doyennes.

« Les personnes qui travaillent à temps partiel le font par choix, précise Ginette

Saint-Pierre. Chez nous, il y a longtemps que nous favorisons la conciliation travail-famille. »

Avant l'entrée du syndicat (CSD), le salaire horaire était de 8\$ l'heure pendant la période de probation et de 8,16\$ ensuite, avec une augmentation de 2% par année. La syndicalisation, très récente, a permis une hausse des salaires. Le maximum de l'échelle salariale, obtenu après deux ans, est de 8,64\$ l'heure. Le nouvel employé reçoit 85% de ce montant au cours de la première année et 90% lors de la seconde année. Au cours des deux prochaines années, le salaire sera majoré de 2% tous les six mois.

« Notre entreprise a été créée pour combler des besoins non assumés dans nos milieux, précise Ginette Saint-Pierre. Nous offrons donc des services complémentaires à ceux du secteur public et des autres organismes communautaires. »

La directrice générale reconnaît une augmentation de tarif au cours des ans, hausse imputable à plusieurs facteurs. « D'une

part, les tarifs établis en 1996 n'ont pas été ajustés à l'inflation au cours des ans. De plus, depuis deux ans, les personnes de moins de 65 ans qui ne sont pas référées par un CLSC sont assujettis aux taxes. Finalement, nous avons augmenté notre tarif de un dollar depuis six ans. Il est passé de 12\$ à 13\$. »

Ginette Saint-Pierre souligne l'importance de la formation. « Nous avons collaboré avec la commission scolaire pour la création d'un diplôme d'études professionnelles (DEP de niveau secondaire) en assistance familiale et sociale. Nous estimons que la formation accréditée par une commission scolaire est plus valorisante qu'une formation maison. Quarante-deux employés ont obtenu leur formation en 2000, à raison de six heures par semaine. Ils recevront bientôt leur diplôme. »



Photo: Benoît Plé

Le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche,
partenaire des entreprises d'économie sociale

DES OUTILS ET DES SERVICES À VOTRE PORTÉE

Pour plus d'information, consultez notre site Internet à :

www.mic.gouv.qc.ca/cooperatives

Finances, Économie
et Recherche

Québec



UN SECTEUR DYNAMIQUE

Le réseau d'entreprises d'économie en aide domestique compte 103 entreprises couvrant tout sur le territoire québécois. On y compte environ 2500 emplois à temps plein et 2300 à temps partiel. S'ajoute 406 emplois administratifs. La taille des entreprises varie considérablement, selon leur nombre d'années d'opération. En moyenne, elles embauchent 24 employés à temps plein, 22 à temps partiel et quatre employés se consacrent à des tâches administratives. Les revenus totaux s'élèvent à 65,5 millions, soit près de 636 000 \$ par entreprise.

Particularité du secteur, on y trouve à la fois des coopératives et des organismes à but non lucratif, dans une proportion respective de 41% et 59%. Il s'agit là d'une particularité du secteur puisque les autres secteurs se composent soit de coopératives (domaine forestier, par exemple), soit d'OBNL (services de garde, par exemple). Deux organisations réseautent ces entreprises, les représentant et leur offrant une variété de services, le Réseau des entre-

prises d'économie sociale en aide domestique et la Fédération des coopératives de services à domicile.

Les services sont offerts en complémentarité à ceux des CLSC pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées. En moyenne, les services offerts par les entreprises d'économie sociale coûtent 14\$ l'heure. De ce montant, entre 4\$ et 10\$ sont payés directement par le gouvernement québécois. Les services offerts couvrent l'entretien ménager, l'approvisionnement et autres courses, l'entretien des vêtements, la préparation de repas sans diète. L'entretien ménager lourd, tel que le déneigement et le lavage de murs et de plafonds coûtent quelques dollars de plus.

Le service d'aide domestique est offert à tous les résidents du Québec. Tous ont droit à l'exonération de quatre dollars l'heure, une bonne affaire pour l'État qui réussit ainsi à sortir ce secteur du travail au noir. Une exonération supplémentaire est octroyée aux personnes de 65 ans et plus et aux personnes désignées par un CLSC comme ayant besoin d'aide domestique. L'exonération supplémentaire est alors fonction du revenu. L'exonération ne peut toutefois s'ajouter à une indemnité pour services d'aide domestique octroyée par un autre régime public.

UNE IMPLICATION PLEINE DE VALEURS

L'une des fondatrices de Plumeau-chiffon et compagnie, Odette Viens, a présidé cet organisme pendant ses quatre premières années d'existence, de 1997 à 2001. « Je dirigeais à l'époque un organisme communautaire pour personnes âgées, le projet Changement, se souvient-elle. Les trois CLSC du territoire avaient chacun mandaté un organisateur communautaire pour collaborer à la création d'un organisme offrant l'aide domestique aux personnes âgées. Les CLSC dispensaient ce service lors de leur création, mais n'avaient plus les capacités de les assumer. »

En lien avec des organismes du quartier, un projet fut présenté, comportant un volet insertion. « C'était avant la création du Chantier d'économie sociale. Nous nous sommes ralliés à son objectif de viser la création de véritables emplois. Nous avions des doutes sur le volet insertion : allait-il vraiment mener les partici-

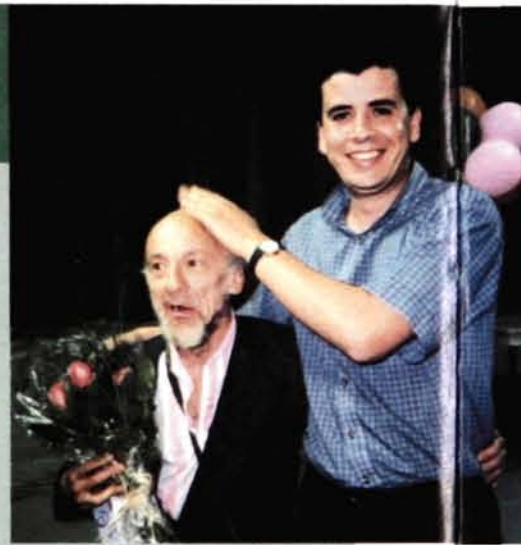


Photo: Benoît Plante

DÉJÀ TOUTE UNE HISTOIRE

De programmes Extra en emplois stables, l'aide domestique est passé d'un statut de cheap labor à celui d'emploi valorisant en respectant la pérennité des services publics.

Au cours des années '80, les programmes Extra, ces mesures d'employabilité pour les personnes assistées sociales, ont été massivement utilisés pour offrir les services d'aide domestique aux personnes âgées. En 1990, le travail de plus de 4000 prestataires de l'aide sociale fut requis pour dispenser 800 000 heures de services d'entretien ménager. Les personnes qui en ont le plus souffert sont autant celles qui ont fourni ces services et celles qui les ont reçus. Les participants au programme Extra recevaient une bonification de 43\$ sur leur chèque d'aide sociale pour 80 heures de travail par mois, pour un stage de six mois qui ne débouchait sur rien. Ils n'étaient protégés par aucune loi du travail : salaire minimum, normes du travail, accident de travail, droit

à la syndicalisation. Pas étonnant que le roulement de personnel ait été important, la qualité inégale et la motivation plutôt faible. Ce sont les bénéficiaires qui en écopiaient, ne profitant d'aucun suivi dans les services qu'ils recevaient... Les CLSC réfèrent les gens de façon très aléatoire d'une région à l'autre, parfois selon le rang sur la liste d'attente, parfois selon le revenu.

Une large coalition dénonce la situation en 1991. Elle est composée du magazine VO, de la Fédération des personnes assistées sociales du Québec, de la Fédération des affaires sociales (CSN), de l'Association des auxiliaires familiales et sociales, et de la Ligue des droits et libertés. La marche des femmes *Du pain et des roses*, en 1995, demandera l'abolition des programmes d'employabilité qui n'offrent pas les garanties prévues par les lois du travail. Lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, en 1996, le Chantier de l'économie sociale propose un plan visant à mobiliser

les partenaires en vue d'offrir un service d'aide domestique de qualité, accessibles à un tarif approprié, et dispensés par des travailleurs bénéficiant d'un emploi durable sans se substituer aux CLSC. La création d'emplois durables est aussi un moyen de lutter contre le travail au noir.

Les entreprises d'économie sociale en aide domestique furent ainsi créées. Où en est-on sept ans plus tard? Entre 1992 et 1997, le nombre d'auxiliaires sociales et familiales est passé de 1980 à 2417, soit une augmentation de 3%. 1997 marque à la fois la création des premières entreprises d'économie sociale en aide domestique (avec une création de 3000 emplois) et la mise en œuvre du programme de départs volontaires de milliers d'employés de l'État. Or, la courbe d'embauche des auxiliaires familiales et sociales se maintient à 3%. Les emplois créés ne se substituent pas aux employés de l'État, mais aux programmes d'employabilité et au travail au noir. Objectif atteint.



pants à des emplois durables? Le roulement de personnel d'un projet d'insertion constituait un autre désavantage. »

Odette Viens se dit enthousiasmée de l'expérience qu'elle a vécue à la présidence de l'organisme. « Difficile mais enthousiasmante, précise-t-elle. Nous avons bâti quelque chose qui répondait à un réel besoin dans le quartier tout en créant des emplois de qualité. Nous avons tenu à ce que le coût des services soient accessibles aux personnes âgées. Le salaire horaire, variant de 8\$ à 11\$ selon l'ancienneté et les responsabilités, la sécurité d'emploi, l'assurance collective et la participation des employés aux orientations de notre entreprise faisaient de ces emplois des emplois de qualité. Il n'est pas fréquent d'avoir la possibilité de construire quelque chose qui soit en accord avec nos valeurs profondes. »



Photo: Odette Viens

L'AIDE DOMESTIQUE :

UN CONSENSUS EN ÉVOLUTION

« Il avait été convenu lors du Sommet de 1996 qu'il n'était pas question que les entreprises d'économie sociale se substituent au secteur public, se rappelle François Lamarche, conseiller syndical à la CSN. L'enjeu de l'aide domestique a été débattu pendant plusieurs années à la CSN. Les discussions ont même conduit à un colloque spécial en 1999, portant sur le rôle des CLSC. Le consensus auquel nous en sommes arrivés est que les soins à la personne prescrits pour des

raisons syndicales ou psychosociales doivent être assumés par les CLSC. Toutes les autres activités de soutien peuvent être assumées par des entreprises d'économie sociale, co-op ou OBNL. »

François Lamarche se souvient de vifs débats au sein de sa centrale il y a cinq ou six ans, débats qui se sont atténués depuis. « Les gens ont pris conscience que l'économie sociale ne se limite pas à l'aide domestique, que les craintes de pertes d'emplois ne se sont pas réalisées et que des protocoles d'entente ont été signés. »

Ce consensus tiendra-t-il dans la société? Le conseiller syndical perçoit un clivage entre les OBNL et les coopératives. « Les coopératives liées au mouvement Desjardins souhaitaient élargir le panier de services. Vers 1998, le mouvement Desjardins souhaitait ainsi redorer sa mission sociale. Il a abandonné ce projet devant le tollé soulevé non seulement dans le mouvement syndical, mais aussi dans les institutions publiques. La fédération représentant les coopératives maintient toutefois encore aujourd'hui ce projet et souhaiterait que le mouvement Desjardins s'y engage. Ces coopératives souhaiteraient offrir des soins infirmiers, médicaux et professionnels que l'on retrouve dans les CLSC. Des services offerts gratuitement deviendraient facturés et seraient offerts par des gens moins bien rémunérés que ceux du secteur public. Le gouvernement québécois n'est pas allé dans cette voie. Le nouveau gouvernement libéral risque toutefois de modifier la politique gouvernementale. »



La Maisonnette du Sud-Ouest

La vie quotidienne laisse toutefois place à des zones grises, incertaines, dans la détermination des services. « Nous préconisons que les syndicats locaux s'impliquent dans des discussions avec les CLSC et les entreprises d'économie sociale pour convenir concrètement de l'action sur le terrain afin de diminuer les susceptibilités. »

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des organisations suivantes :



Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de conivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

On peut contacter ces organismes aux numéros de téléphone suivants :

Chantier :	(514) 899-9916
CSMO-ÉSAC :	(514) 259-7714
RISQ :	(514) 866-2355
Fonds de financement coopératif et Filaction :	(418) 522 3334



Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat. Le CSMO-ÉSAC est financé par Emploi-Québec.

Production de ce cahier : Carine Guidicelli, Mélanie Jolin, Joël Lebossé, Jean Robitaille

Graphisme : Composition Fleur de Lysée

FILACTION Filaction, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement des fonds communautaires du Québec, est un Fonds de capital de risque à but non lucratif créé à l'initiative de Fondation-CSN. Il a le mandat de capitaliser les entreprises de l'économie sociale, Coopératives et OBNL.

FONDS DE FINANCEMENT COOPÉRATIF Le Fonds de financement coopératif est le fruit d'une association entre Fondation, le RISQ et le Filaction. C'est un fonds de capital de risque qui investit exclusivement dans des entreprises collectives coopératives et OBNL.



PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE
www.carleton.ca/cedtap-patdec

Les croisières de L'Éclusier
racontent les luttes
ouvrières dans le cœur
industriel du Canada
au XIX^e siècle.



Canal Lachine

Parcourir l'histoire ouvrière

LA PETITE-BOURGOGNE, SAINT-HENRI et POINTE-SAINT-CHARLES évoquent les grandes luttes ouvrières du XIX^e et du XX^e siècle dans l'imaginaire collectif des Québécois, spécialement dans les milieux militants. Ces lieux ont vu naître la conscience de classe dans les milieux populaires au Québec. Les affrontements y ont été durs, la vie y fut toujours difficile. L'écrivaine Gabrielle Roy a décrit ce monde où « un peuple de termites vit au cœur de la grande fournaise industrielle. Dès que son regard cherche à s'évader, il rencontre les cheminées d'usine ».

LABORATOIRE POPULAIRE

Dans les années 1960, les réseaux associatifs y ont promu nombre d'initiatives en santé publique, en logement coopératif et en développement économique local qui ont inspiré le pays et les gouvernements. Après la disparition de ce qui fut pendant 150 ans le cœur industriel du Québec et du Canada et après des décennies de dérive économique, le Sud-Ouest de Montréal se recycle. La Cité du multimédia et des artistes s'y installent. On assiste à une relative *gentrification* (embourgeoisement) de certaines zones de ces quartiers populaires, mais les habitants n'ont pas oublié leur passé. Quand le canal de Lachine a été réouvert à la navigation, une entreprise d'économie sociale du milieu, Productions Absolu St-Laurent, a eu la concession de Parcs Canada pour les croisières patrimoniales du Vieux-Port jusqu'à l'écluse St-Gabriel.

HISTOIRE OUVRIÈRE

Absolu St-Laurent faisait face à la concurrence de quatre entreprises spécialisées. Le fonds du Programme d'assistance technique au développement économique communautaire (PATDEC) de l'Université Carleton, financé par la Fondation McConnell de Montréal, a aidé l'entreprise en subventionnant son étude de marché conduite par les consultants du Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest (RESO). Parcs Canada l'a choisie à cause de l'implication du milieu local dans l'entreprise. L'entreprise dirigée par Jean-Pierre Wilsey, un organisateur communautaire dans le secteur du logement social, veut promouvoir le patrimoine industriel et la riche histoire sociale du quartier.

Les marchands anglais de Montréal ont entrepris le creusement du canal Lachine en 1821 pour relier l'océan Atlantique aux Grands Lacs. Il a été ouvert à la navigation en 1825 et achevé en 1850. Le 12 juin 1843, la grève de 500 ouvriers irlandais embauchés pour son élargissement fit plusieurs morts et blessés. Autour du canal se sont greffés successivement Griffintown (ancien Faubourg-des-Récollets) et les « fact'ries » de Saint-Henri-des-Tanneries, Ville-Émard, Côte-Saint-Paul, absorbés par Montréal.

Les Noirs américains s'y réfugient, faisant de Montréal un des hauts lieux du jazz. Oscar Peterson y est né. Louis Cyr aussi. La navigation sur le canal Lachine fut abandonnée en 1970, après l'ouverture de la Voie maritime du Saint-Laurent (1959) permettant le passage de navires de plus fort tonnage. En partie comblé, le canal a été restauré en 2001.

Absolu Saint-Laurent offre des visites guidées en bateau-mouche (L'Éclusier, 49 places) du 17 mai au 12 octobre, avec des départs à 13 h et 15 h 30 ou sur réservation pour des groupes. La visite guidée et commentée dure deux heures.

Réservations et information : 514-846-0428 www.croisierecanaldelachine.ca

PHOTO
PARCS CANADA (KED)



Le RISQ est mandataire du PATDEC pour les projets au Québec.
Pour plus d'informations, communiquez avec Danielle Laurin
au RISQ: 514 866-2355 POSTE 209

LES TALIBAN D'AFRIQUE

TERRE

DE MISSION

Les ONG wahhabites débarquent dans l'ancienne Afrique équatoriale française en bataillons disciplinés, armées de pétrodollars arabes.

PAR ADAMOU MAÏ MOTA ET ANDRÉ LACHANCE
(Syfia International)

LA FOULE S'EST MASSÉE AUTOUR DE la station de radio d'État de Maradi, la seconde ville du Niger, vociférant, lançant des pierres et réclamant que le fonctionnaire soit décapité sur-le-champ : il n'a eu la vie sauve qu'à condition d'affirmer sur les ondes que tout ce qu'il venait de dire à la radio sur la contraception et l'espace des naissances était faux.

Aujourd'hui, Yahouza Sadisou, le directeur de Radio Anfani, principale station privée de Maradi, se félicite d'avoir refusé d'accorder du temps d'antenne au fonctionnaire de la Santé publique pour la promotion du planning familial : « Ici, les gens sont fanatiques », soupire Yahouza Sadisou, incapable d'expliquer ces débordements

autrement que par la présence des Izalas, des fondamentalistes musulmans d'obédience wahhabite.

« Maradi est au cœur de la région la plus islamiste du Niger, dit-il. En 2000, le Festival de la mode africaine y a fait scandale. Tous les bars et les hôtels, considérés comme des lieux de perdition par les Izalas, ont été saccagés. » Cette intransigence inquiète un coopérant européen, catastrophé : « Notre action éducative est considérée comme une campagne d'émancipation des épouses, » dit-il. Au mieux, les ONG occidentales sont vues ici comme les avatars des missionnaires chrétiens d'autrefois.

Une promenade dans les rues poussiéreuses de Maradi, écrasée de soleil, donne

la mesure de l'influence d'organisations comme l'Association pour l'élimination des innovations et l'application rigoureuse de la sunna du prophète (Izalalul-Bida' Wa Iqamatu-s-sunna). Les femmes ont abandonné les tenues occidentales, jugées offensantes. Elles coiffent le hijab, un voile les couvrant jusqu'à la taille, porté par-dessus le jilbab, une longue et ample robe évasée cachant la moindre rondeur. « Chaque partie du corps de la femme peut attirer les hommes et créer en eux une forte tentation », dit Hadjia Zeïnabou, de l'Association nigérienne pour l'appel et la solidarité islamique – Femmes. « Le port du voile a été expressément recom-

mandé par Dieu au prophète Mahomet. Il faut s'y conformer », justifie-t-elle.

Les barbus en longue tunique remplissent les 300 mosquées de la ville cinq fois par jour. Ils sont moins loquaces : « Dieu le veut », répondent-ils sur le ton de l'évidence, en faisant glisser machinalement entre leurs doigts un chapelet à 100 grains. Maradi, où les vendeurs ambulants proposent des *t-shirts* à l'effigie d'Oussama Ben Laden pour moins de deux dollars, illustre la progression du wahhabisme, une doctrine rigoriste née en Arabie saoudite et propagée à coup de pétrodollars dans une grande partie de l'Afrique noire, de la Mauritanie au Mozambique, du Soudan à la Côte d'Ivoire. Au Niger, ce

courant religieux prétendant dicter l'ensemble des comportements a le vent en poupe. « Les Izalas ne vous le diront jamais, mais il est évident qu'ils prennent leur argent quelque part et que ce n'est pas dans un pays pauvre comme le Niger », confie un coopérant étranger qui tient *mordicus* à l'anonymat. « Mais le plus inquiétant, c'est leur message rétrograde et anti-occidental. »

De l'Occident, responsable des maux des musulmans, les Izalas rejettent jusqu'aux horloges, leur préférant un instrumens datant du temps des pharaons, qui mesure l'ombre et détermine l'heure des 5 prières quotidiennes. Ils revendiquent l'abolition des *week-ends* fériés dans les

Khartoum, 1993 — Un Soudanais de religion chrétienne subit sa sentence pour avoir bu de l'alcool, interdit par la charia. Le cadavre (en avant-plan) a été clément et l'a condamné à seulement 20 coups de fouet. S'il avait été musulman, sa sentence aurait été de 40 coups. — PHOTO ABBAS MAGNUM

écoles publiques : « Nous ne comprenons pas pourquoi ce maintien du samedi et du dimanche comme jours de repos pour nos enfants », dit Malam Chaïbou Ladan, principal prosélyte à Maradi du mouvement Izala (qui signifie « rejeter », en arabe).

Rivalisant de dévotion, les Izalas dédaignent les confréries traditionnelles ►

AFRIQUE

s'accommodant des pratiques animistes préislamiques et contrôlant encore les campagnes. Les Izalas estiment que la parole d'Allah consignée dans le coran doit être appliquée à la lettre. Ils prônent l'application sans compromis des peines corporelles pour l'adultère (lapidation), le vol (amputation de la main) ou la consommation d'alcool (fouet).

Le mouvement finance la construction d'écoles religieuses et l'alphabétisation pour encourager la lecture du coran dans le texte, au grand dam des marabouts, accusés par les Izalas de profiter de l'ignorance des fidèles. Ces écoles sont de véritables pépinières de l'idéologie izalite. L'homme d'affaires El hadji Rabé Dan Tchadouwa, considéré comme leur banquier dans la

turel (PAS) de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, ont créé un terreau fertile à la propagation d'un message d'un autre âge. Les wahhabites saoudiens ont créé la Ligue islamique mondiale et financent une kyrielle d'ONG islamiques en Afrique subsaharienne : International Islamic Relief Organization, al-Haramain Charitable Foundation, King Faisal Foundation, International Islamic Relief Organization, etc.

Ces ONG militantes, dotées de budgets énormes (la seule fondation al-Haramain a financé la construction de 950 mosquées en 1999), subventionnent à leur tour d'innombrables mouvements en Afrique noire : Association pour l'unité et le progrès de l'Islam, au Mali; Organisation des

taliste préconise de tourner le dos à la démocratie, à l'intégration économique et à la télévision. Il fait de plus en plus d'adeptes dans les mosquées.

La Da'awa au Cameroun

Dans la cour ombragée d'une mosquée de quartier, à Maroua, dans le nord du Cameroun, une vingtaine de musulmans sont assis en cercles concentriques, à même le sol. Ils appartiennent au mouvement Da'awa (littéralement, «l'appel vers Dieu»). La Da'awa est issue d'un courant religieux pakistanais se réclamant de la vraie foi, entendez l'islam sunnite wahhabite saoudien.

La Da'awa prône une réforme radicale de la pratique religieuse. «Nous voulons

Au Cameroun, les fondamentalistes préconisent de tourner le dos à la démocratie, à l'intégration économique et même à la télévision.

région, a fait construire deux écoles islamiques fréquentées par deux mille élèves. L'argent ne semble pas un problème pour ce mouvement qui prend de l'expansion dans l'une des contrées les plus déshéritées de la planète. Leurs lieux de culte sont soigneusement entretenus et nombre de prosélytes Izalas, naguère pauvres et désœuvrés, se sont du jour au lendemain métamorphosés en riches commerçants.

Les Izalas au Nigéria

Beaucoup pointent du doigt l'influence du Nigéria tout proche, où la charia, la loi islamique, s'applique strictement dans les États du Nord (le Sud étant chrétien et animiste). Cela aurait renforcé le pouvoir des Izalas, financés en sous-main par les wahhabites saoudiens, dans les régions frontalières. «Le voile, que presque personne ne portait auparavant, nous vient du Nigéria», signale un étudiant désœuvré de l'Université Abdou Moumouni Dioffo, à Niamey. Plusieurs s'en réjouissent ouvertement. «Au moins, la charia a le mérite de mettre fin aux vols et au gaspillage», ajoute un camarade, privé lui aussi de cours en raison d'une énième grève à l'université. «Elle peut être un système de bonne gouvernance.»

La misère et la déliquescence des systèmes publics d'éducation et de santé, victimes des programmes d'ajustement struc-

musulmans orthodoxes, en Côte d'Ivoire; Association des sunnites du Burkina Faso; Association pour la diffusion de l'Islam, au Niger, etc.

L'exemple du Nigéria révèle cette stratégie combinant action humanitaire et prosélytisme. En 1960, le cheick Ahmbakar Gumi reçut 70 millions \$US du roi Fayçal d'Arabie saoudite afin de combattre «les innovations qui souillent l'Islam». Le mouvement Izala était lancé. Gumi fit pénétrer le wahhabisme sous l'appellation de Izala dans le Nord du Nigéria, où la population était déjà musulmane. Au fil du temps, il créa et finança à coup de milliards de nairas (monnaie nationale nigériane) un puissant réseau de propagandistes.

Les Izalas prodiguent des soins de santé gratuits aux innombrables exclus, distribuent des fournitures scolaires aux élèves sans le sou, prennent à leur charge le coût des fêtes religieuses, créent des centres populaires alliant secours et prédication, encadrement des jeunes et enseignement religieux. Leur action humanitaire a conquis les plus pauvres, les moins éduqués et des milliers de jeunes chômeurs dont les frustrations sont canalisées en ressentiment contre l'Occident, le sionisme, la modernité. Cette stratégie porte fruit dans presque toute l'Afrique noire, vue par les wahhabites comme une terre de mission.

Au Cameroun, un courant fondamen-

taliste préconise de tourner le dos à la démocratie, à l'intégration économique et à la télévision. Il fait de plus en plus d'adeptes dans les mosquées.

musulmans orthodoxes, en Côte d'Ivoire; Association des sunnites du Burkina Faso; Association pour la diffusion de l'Islam, au Niger, etc.

L'exemple du Nigéria révèle cette stratégie combinant action humanitaire et prosélytisme. En 1960, le cheick Ahmbakar Gumi reçut 70 millions \$US du roi Fayçal d'Arabie saoudite afin de combattre «les innovations qui souillent l'Islam». Le mouvement Izala était lancé. Gumi fit pénétrer le wahhabisme sous l'appellation de Izala dans le Nord du Nigéria, où la population était déjà musulmane. Au fil du temps, il créa et finança à coup de milliards de nairas (monnaie nationale nigériane) un puissant réseau de propagandistes.

Les Izalas prodiguent des soins de santé gratuits aux innombrables exclus, distribuent des fournitures scolaires aux élèves sans le sou, prennent à leur charge le coût des fêtes religieuses, créent des centres populaires alliant secours et prédication, encadrement des jeunes et enseignement religieux. Leur action humanitaire a conquis les plus pauvres, les moins éduqués et des milliers de jeunes chômeurs dont les frustrations sont canalisées en ressentiment contre l'Occident, le sionisme, la modernité. Cette stratégie porte fruit dans presque toute l'Afrique noire, vue par les wahhabites comme une terre de mission.

Au Cameroun, un courant fondamen-

taliste préconise de tourner le dos à la démocratie, à l'intégration économique et à la télévision. Il fait de plus en plus d'adeptes dans les mosquées.

La Da'awa prône une réforme radicale de la pratique religieuse. «Nous voulons

musulmans orthodoxes, en Côte d'Ivoire; Association des sunnites du Burkina Faso; Association pour la diffusion de l'Islam, au Niger, etc.

L'exemple du Nigéria révèle cette stratégie combinant action humanitaire et prosélytisme. En 1960, le cheick Ahmbakar Gumi reçut 70 millions \$US du roi Fayçal d'Arabie saoudite afin de combattre «les innovations qui souillent l'Islam». Le mouvement Izala était lancé. Gumi fit pénétrer le wahhabisme sous l'appellation de Izala dans le Nord du Nigéria, où la population était déjà musulmane. Au fil du temps, il créa et finança à coup de milliards de nairas (monnaie nationale nigériane) un puissant réseau de propagandistes.

Les Izalas prodiguent des soins de santé gratuits aux innombrables exclus, distribuent des fournitures scolaires aux élèves sans le sou, prennent à leur charge le coût des fêtes religieuses, créent des centres populaires alliant secours et prédication, encadrement des jeunes et enseignement religieux. Leur action humanitaire a conquis les plus pauvres, les moins éduqués et des milliers de jeunes chômeurs dont les frustrations sont canalisées en ressentiment contre l'Occident, le sionisme, la modernité. Cette stratégie porte fruit dans presque toute l'Afrique noire, vue par les wahhabites comme une terre de mission.

Au Cameroun, un courant fondamen-

APPAREILS ÉLÉVATEURS POUR PERSONNES HANDICAPÉES

PENSEZ Sécurité !

Pakistan. Au printemps 2003, à N'Djaména (capitale du Tchad), l'Assemblée mondiale des jeunes musulmans a ouvert une radio islamique chargée de propager le message de la Da'awa et «améliorer la conscience religieuse et culturelle des peuples du Tchad et des pays environnants». Au même moment, l'Agence musulmane d'Afrique, une ONG koweïtienne d'obédience wahhabite, se félicitait de la construction de 27 mosquées et du support qu'elle apportait à 14 écoles islamiques en Guinée-Bissau. La fondation al-Haramain annonçait, elle, la construction de dix mosquées au Sénégal et de dix autres en Mauritanie, chacune flanquée d'une école coranique, d'un logement pour les convertis et... d'un puits.

Souterraine et forte de la faiblesse des États, l'offensive wahhabite vise toute l'Afrique noire. Partout où les musulmans sont majoritaires, la laïcité est contestée. Au Mali, les associations islamiques demandent que seuls les politiciens «épousant les valeurs islamiques» soient désormais autorisés à se présenter aux élections présidentielles. En Somalie, les wahhabites sont les vrais vainqueurs de la guerre civile qui a ravagé le pays : les seuls établissements scolaires ouverts pour la quasi-totalité des enfants sont des écoles coraniques financées en bonne partie par de riches bienfaiteurs étrangers. À Mogadiscio, la capitale, presque toutes les femmes sont voilées et les seules juridictions qui fonctionnent encore sont d'essence coranique.

Le message propagé auprès des 380 millions de musulmans africains n'est pas sans conséquences. Dans les douze États du Nord du Nigeria, des milliers de personnes sont mortes dans les affrontements entre chrétiens et musulmans qui ont suivi l'instauration de la charia. Dans l'État de Zamfara, qui jouxte le Sud du Niger, des écoles et des taxis séparés pour les hommes et les femmes ont fait leur apparition. On y coupe allègrement la main de pauvres hères coupables d'avoir volé ne serait-ce qu'un fruit ou une bicyclette. Les femmes ne sont pas épargnées. Une femme violée a été accusée de fornication et a reçu 100 coups de fouet. Amina Lawal, une analphabète de 30 ans, a été condamnée à être lapidée d'ici janvier 2004. Elle attend son exécution. Son crime? Avoir donné naissance à un enfant hors des liens sacrés du mariage. □

Pour être sécuritaire, un appareil élévateur pour personnes handicapées doit être conçu, fabriqué, installé, entretenu et utilisé conformément aux exigences minimales des normes en vigueur.

Tous les travaux d'installation, de modification, d'entretien et de réparation de ces appareils doivent être confiés à un entrepreneur titulaire d'une licence 4270 de la Régie du bâtiment du Québec.

Pour vérifier si votre entrepreneur détient cette licence ou pour obtenir plus d'information sur ces appareils, consultez le site Internet de la Régie du bâtiment du Québec ou contactez l'une de ses directions régionales.



Abitibi - Témiscamingue

Tél. : (819) 763-3185
Sans frais : 1 800 567-6459

Bas-Saint-Laurent - Gaspésie

Tél. : (418) 727-3624
Sans frais : 1 800 463-0869

Centre-du-Québec

Tél. : (819) 752-4563
Sans frais : 1 800 567-7683

Côte-Nord

Tél. : (418) 964-8400
Sans frais : 1 800 463-1752

Estrie

Tél. : (819) 820-3646
Sans frais : 1 800 567-6087

Mauricie

Tél. : (819) 371-6181
Sans frais : 1 800 567-7683

Montréal (secteur nord) -

**Laval - Laurentides -
Lanaudière**
Tél. : (450) 680-6380
Sans frais : 1 800 361-9252

Montréal (secteur sud) - Monterégie

Tél. : (450) 928-7603
Sans frais : 1 800 363-8518

Outaouais

Tél. : (819) 772-3860
Sans frais : 1 800 567-6897

Québec - Chaudière-Appalaches

Tél. : (418) 643-7150
Sans frais : 1 800 463-2221

Saguenay - Lac-Saint-Jean

Tél. : (418) 695-7943
Sans frais : 1 800 463-6560

www.rbq.gouv.qc.ca

Régie
du bâtiment

Québec



L'UNITÉ INESPÉRÉE

KURDISTAN

LE NEWROZ, FÊTE KURDE DU NOUVEL AN, TOUJOURS CÉLÉBRÉE AVEC PASSION, AVAIT LIEU EN 2003 EN MÊME TEMPS QUE L'OFFENSIVE DES ÉTATS-UNIS EN IRAK.

PAR ANDRÉ SELEANU

LA FÊTE TOMBAIT LE 21 MARS, MAIS les Kurdes de Montréal la célébraient le samedi 6 avril, à l'école secondaire Louis-Joseph-Papineau, à Montréal-Nord, pendant une tardive tempête de neige. Les Kurdes subissent une amère division entre quatre pays limitrophes, la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. À Montréal, avec des amis québécois, quelques centaines d'entre eux savouraient une unité ethnique retrouvée.

En Turquie et en Irak, les Kurdes constituent le quart de la population. Ils se distinguent de leurs voisins par l'origine ethnique (indo-européenne) et la langue (semblable au persan), mais partagent la même religion, l'islam. Leur perspective d'obtenir une patrie indépendante est encore lointaine. En Turquie, la minorité kurde n'est pas reconnue dans la constitution.

Persécutés et massacrés en Turquie, en Iran et en Irak, les survivants d'une histoire violente ont souvent noué des alliances de circonstance avec les puissances coloniales. En 2003, les combattants kurdes (peshmergas) de l'Union patriotique du Kurdistan et du Parti démocratique du Kurdistan ont donné un substantiel appui aux forces spéciales américaines dans le nord irakien, une zone kurde autonome protégée par l'aviation anglo-américaine depuis 1991.

À Montréal, la fête kurde était un enchantement moyen-oriental de danses ondoyantes et de mélodies nostalgiques accompagnées d'instruments à cordes. Sur une scène était reconstitué un tableau de village kurde : jeunes filles drapées de robes enveloppantes, peignant leur chevelure, femmes d'âge mûr assises par terre, pétris-

sant la pâte pour le généreux pain en feuilles. Suivait un grand repas communautaire de feuilles de vigne farcies à la viande, de pâtés au fromage, de rôtis d'agneau sec et moelleux et de baklavas.

Quelques jours plus tard, trois jeunes Kurdes établis à Montréal, réunis par *Recto Verso*, s'expriment au sujet du destin mouvementé et de la division politique involontaire de 25 millions de Kurdes du Moyen-Orient, à la lumière de l'intervention américaine en Irak : Awara Dizayee, comptable, est natif de Kirkuk, importante zone pétrolière du nord de l'Irak; Razhat Dilan, travailleur dans une entreprise textile, né à Dersim (sud de la Turquie), a fait ses études en sciences politiques; Rozerin, née à Istanbul, étudie en communication à l'UQAM.

A.S. : Comment voyez-vous l'intervention des États-Unis en Irak et la chute du régime baath (ou baas) de Saddam Hussein?

AWARA DIZAYEE : Nous, les Kurdes, avons chèrement payé les politiques des États-Unis au Moyen-Orient. Démocrates ou républicains, les Américains veulent d'abord sauvegarder leurs intérêts pétroliers. Si le candidat défait, Al Gore, était au pouvoir, le résultat serait pareil.

RAZHAT DILAN : Même lorsque la superpuissance parle de démocratie et des droits de l'homme, ces mots masquent ses visées pétrolières.

Pourtant, les dirigeants de l'Union patriotique du Kurdistan (irakien) et même le Parti communiste du Kurdistan expriment une grande satisfaction à la suite de la chute de Saddam Hussein?

AWARA DIZAYEE : Nos partis politiques ne font pas confiance aux États-Unis, quelles que soient leurs positions officielles. Mais, effectivement, les Kurdes sont heureux de l'effondrement du régime après trente-cinq ans de dictature. Notre ex- ▶

Des Kurdes fuient Chamchamal, en mars 2003. Ils craignent la vengeance des soldats irakiens de Kirkouk, bombardée par les avions états-uniens.

PHOTO FRANCESCO TIZOLA MAGNUM

«Nous n'accordons pas notre confiance à l'Occident»

— Témoignages kurdes à Montréal

périence de la politique américaine est amère. Par exemple, en 1975, le secrétaire d'État Henry Kissinger a suspendu l'appui à la révolte kurde contre Saddam Hussein. Les États-Unis ne tiennent guère leurs promesses envers les Kurdes. En 1988, le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné le génocide des Kurdes par Saddam. La résolution fut sabotée par les États-Unis et

question politique, mais comme crise humanitaire périodique.

Mais l'enclave kurde au nord de l'Irak a été constituée grâce à la protection aérienne des États-Unis et de la Grande-Bretagne?

AWARA DIZAYEE : Il s'agissait de garder Saddam Hussein temporairement au pouvoir, mais en état de faiblesse. On faisait

en langue kurde. L'identité kurde n'est pas tolérée. Le gouvernement n'accepte même pas que l'on prononce le mot kurde.

Pour les prochains mois, quelle sera la tâche principale du gouvernement autonome kurde en Irak?

AWARA DIZAYEE : Les partis kurdes d'Irak sont enfin unis. S'il préserve son unité, le peuple kurde jouira d'une participation légitime au système fédératif envisagé pour l'Irak. Nous ne pouvons pas exiger davantage en ce moment. Cependant, nous avons toujours rêvé d'un Kurdistan indépendant.

Comment le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan turc) représente-il les Kurdes de Turquie?

RAZHAT DILAN : Actuellement, le PKK fait ce qui est utile aux Kurdes. Par suite des politiques d'assimilation du gouvernement turc, le peuple kurde était sur le point de disparaître. Le PKK a renforcé la conscience nationale kurde, aussi au niveau des classes sociales.

AWARA DIZAYEE : Les quatre pays où nous vivons se sont souvent servis de nous pour faire avancer leurs desseins régionaux. L'Iran a appuyé le mouvement kurde de 1970 à 1974 pour faire pression sur l'Irak. Les États-

Elle a pleuré lorsqu'elle a vu pour la première fois le mot kurde écrit sur sa carte d'identité, au Québec.

la Grande-Bretagne, qui appuyaient le régime baath. La Grande-Bretagne lui a accordé des garanties de crédit de 450 millions de livres. À Halabja, Saddam a attaqué les Kurdes avec des armes chimiques : en une heure, 5 000 civils ont été tués. Entre 1983 et 1988, le gouvernement de l'Irak a démoli 4 000 villages kurdes et 180 000 personnes ont été enlevées. On n'a plus retrouvé leurs traces. Les pays occidentaux ne traitent pas le problème kurde en tant que

pression sur l'Irak afin de maintenir un équilibre régional.

En tant que Kurde de Turquie, comment voyez-vous l'expérience des Kurdes d'Irak?

RAZHAT DILAN : Les Kurdes de Turquie apprécient la création d'une zone autonome kurde en Irak. Pour la première fois, on parle de la carte du Kurdistan. La guerre sévit depuis longtemps au Kurdistan turc. Nous n'avons même pas le droit d'étudier

JOURNÉE DE L'AIR PUR

4 JUIN 2003




Réduisons les gaz à effet de serre

Participez au DÉFI TRANSPORT du 5 mai au 4 juin 2003

Québec EN EN
Partenaire financier




Organisée par Transport 2000 Québec avec ses partenaires www.airpur.info Avez-vous votre Passeport Air pur 2003 ?



Colloque

femmes regroupées en options non traditionnelles

2003

23 · 24 · 25 mai

Hôtel Crowne Plaza Montréal Centre
505, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec)

(514) 273-7668
www.front.qc.ca

Unis ont appuyé la révolte kurde contre Saddam, en 1991, mais nous ont aussitôt coupé leur appui. Saddam a massacré les Kurdes et un million de Kurdes ont fui vers les montagnes. Des milliers sont morts de faim et de froid (N.D.L.R. : c'était juste avant la création de la zone autonome kurde).

Quelles sont vos expériences personnelles dans les pays d'où vous venez?

RAZHAT DILAN : J'ai grandi à Istanbul. J'ai appris le kurde à 18 ans dans un cours enseigné illégalement. Partout, on parlait turc, c'était interdit de parler kurde. Après l'avènement du PKK, nous sommes devenus plus conscients d'être kurdes. Avant d'émigrer au Québec, j'étais étudiant en sciences politiques à l'Université d'Istanbul. Un Kurde vivant en Turquie est encouragé à ignorer son identité kurde. Je suis venu ici à cause de ces pressions.

ROZERIN : Ici, j'ai pleuré, lorsque j'ai vu pour la première fois le mot kurde écrit sur ma carte d'identité. Ma langue maternelle kurde est aussi inscrite, ce qui serait impensable en Turquie.

AWARA DIZAYEE : Je viens de Kirkuk, seconde zone pétrolière d'Irak après Bas-

sora. Dès mon enfance, je me souviens que le gouvernement a constamment voulu déporter les Kurdes de Kirkuk, afin de les remplacer par des Irakiens arabes. En 1975, ma famille a été déportée à Arbil, à 100 km au nord de Kirkuk. Aujourd'hui, il reste peu de Kurdes à Kirkuk, mais ils commencent à rentrer et les Arabes repartent pour le sud de l'Irak. Quand les Américains sont arrivés dans la région, ils sont allés tout droit aux installations pétrolières, dont ils se sont emparés. En ville, les pillards ont pu prendre d'assaut les édifices publics. L'administration kurde a organisé un conseil avec des Kurdes, des Turcs et des Arabes pour calmer la violence. Je ne sais pas ce qui adviendra dans cette région.

Quelle est la situation des Kurdes à Montréal?

AWARA DIZAYEE : Ici, il y a environ 4 000 Kurdes. Ils se sentent unis ici, à Montréal. Au Kurdistan, à cause des frontières, les Kurdes restent séparés. Nous n'avons pas d'amertume envers les nations turque, perse ou arabe, mais plutôt envers la politique de leurs gouvernements. Nous rêvons du

jour où les Kurdes pourront vivre ensemble, comme on le fait ici à Montréal.

Êtes-vous actuellement plus près de cet idéal?

AWARA DIZAYEE : Je ne peux pas voir la lumière au bout du tunnel. J'éprouve une grande tristesse lorsque je vois mon peuple tué, déporté ou bien dépouillé de ses droits fondamentaux. Je ne peux rien faire pour changer cette situation. La propagande représente les Kurdes de manière caricaturale, comme des rudes montagnards. En Turquie, on les appelle les «Turcs de montagne». Depuis 1991, en dépit des circonstances difficiles, le gouvernement de la région autonome kurde du nord de l'Irak a démontré que les Kurdes ont un excellent niveau culturel.

ROZERIN : J'ai grandi à Istanbul. J'ai voulu garder ma culture en Turquie. Ici, je suis vraiment consciente de mon identité kurde et je souffre. Je souffre à cause de la division de mon peuple. Le Kurdistan est comme une utopie. Je veux parler ma langue kurde, je veux étudier en kurde. Je veux que mes futurs enfants parlent kurde et je me présente toujours comme Kurde. □

Des solutions de mieux en mieux adaptées

La très grande majorité de la clientèle d'Hydro-Québec règle sa facture d'électricité à temps. Par contre, environ 10 % des clients retardent le paiement de leur facture pour un service qui leur a déjà été rendu.

Payer sa facture est une responsabilité qui incombe à tous. Hydro-Québec a donc adopté, au fil des ans, une politique de recouvrement rigoureuse, tout en étant consciente que certains clients ont une réelle difficulté à payer.

Soucieuse d'assumer son rôle social, Hydro-Québec collabore avec différentes associations de consommateurs afin de trouver des solutions de mieux en mieux adaptées aux besoins des clients qui éprouvent des difficultés à payer.

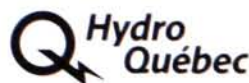
L'objectif est de proposer des solutions qui conviennent à tous et d'éviter que la situation ne s'aggrave.

L'interruption de service est un geste de dernier recours et n'est souhaitable pour personne. Hydro-Québec prend donc toutes les mesures possibles pour que tout le monde y trouve son compte.

Appelez-nous !

Un montant impayé s'est-il accumulé au fil des mois sur vos factures d'électricité? Appelez un de nos représentants au numéro figurant sur l'avis que nous vous avons fait parvenir. Ainsi nous pourrions convenir d'une entente pour vous aider à régulariser votre situation.

Nous comptons sur vous, vous pouvez compter sur nous.



LES ENNUIS
DE MA THIDA

En 2000, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a classé la Birmanie 190^e pays sur 191 pour la qualité de son système de santé. Cela n'empêche pas la junte birmane de persécuter et d'emprisonner les médecins critiquant les conditions de santé. D' Ma Thida, ne manque pas d'audace. Étudiante à l'Institut médical de Rangoon, journaliste et écrivaine, elle écrit ses premiers articles dans les années 1980. Elle décrit la vie des gens ordinaires et les conditions de vie misérables sous la dictature.

Cofondatrice de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), elle figure parmi les professionnels de la santé ayant soigné les manifestants de 1988 qui réclamaient la fin de la dictature. En 1993, à 27 ans, elle ouvre une clinique gratuite et envisage de créer une clinique ambulante pour soigner les pauvres.

Cette même année, elle est condamnée à 20 ans de prison sous l'empire de l'*Emergency Provision Act* de 1950, pour avoir « nui et mis en danger la tranquillité publique ». Placée en isolement six ans dans la prison Insein, à Rangoon, sa condition de santé se détériore, elle souffre de tuberculose, de tumeurs ovariennes et d'endométriose.

La junte la libère en février 1999 pour rompre son isolement diplomatique pendant le Sommet Asie-Europe à Berlin. Ma Thida est récipiendaire du prix Pen/Barbara Goldsmith pour la défense de la liberté d'expression (1996) et du prix Reebok Human Rights pour les droits humains (1996). Elle est aujourd'hui chirurgienne volontaire au Muslim Free Hospital de Rangoon et travaille le soir à sa propre clinique.

Médecin, écrivaine et journaliste, Ma Thida dénonce les conditions de santé déplorables de son peuple et s'attire des ennuis avec ce texte banni en Birmanie.

LE TROU NOIR

PAR MA THIDA (SAN CHAUNG)

Traduction de *Trapped Vaccum*, par Maung Maung Myint; adaptation en français par Mélanie Navarro

RANGOON — PRISONNIÈRE DE L'AUTOBUS, un sentiment de vide m'envahit. La chaleur de l'été rend mon corps sale et collant. Les gens entassés s'entrelacent telle une masse de vers coincée dans une boîte d'allumettes. Chacun accepte de tremper dans la sueur de l'autre sans se plaindre. Il y en a tout de même qui profitent de la situation pour s'appuyer sur les autres et ne pas se tenir sur leurs propres jambes. Certains s'offensent sérieusement d'un piétinement accidentel et ripostent dès qu'ils en ont la chance. D'autres n'apprécient pas l'espace laissé généreusement par un pied voisin, mais tentent plutôt de le repousser en écrasant graduellement son petit orteil. Loin du seuil de la porte et sans siège, je suis prise au piège. Mon âme suffoque et je dois pendant une éternité

ne — ni ses parents ni sa famille — ne va venir prendre soin de lui. À cette pensée, ma poitrine se serre et j'étouffe. Comment va-t-il continuer le reste de sa vie? Comment va-t-elle se terminer? Je sais que sa condition s'améliore de jour en jour. Il va bientôt se rétablir. Mais personne ne pourra le renvoyer de l'hôpital. Les documents nécessaires restent introuvables. Il n'a même pas de nom pour l'identifier.

Mon mentor nous enseigne à traiter efficacement les patients dans les cliniques privées qui poussent comme des champignons. Mes pensées sur les enfants sous-alimentés quittent mon esprit un moment. Elles font place au prix à quatre chiffres du livre mentionné par mon mentor. Le prix est ridiculement élevé en comparaison au revenu mensuel de ma famille.

Comment peuvent-ils affirmer de sang froid que « la mort est une loi de la nature, qu'un jour, ce sera ton tour »?

me tenir debout, la poitrine congestionnée.

À l'hôpital, la sensation d'étouffement de l'autobus s'amplifie. Un garçon de 14 mois est diagnostiqué avec le *marasmus kwashiorkor*, une condition caractérisée par une déficience de protéines et de calories. Ses cheveux sont courts et brillants mais clairsemés. Son visage est rempli de rides et ressemble à celui d'une personne âgée. Il pleure intensément, mais ses cris ne sont pas ceux d'un enfant qui réclame de l'attention. Ils expriment une douleur insupportable. Malgré ses soubresauts, ses lèvres sont cyanosées et son visage pâlit. Son corps est couvert d'excréments et d'urine qui se mélangent à des miettes de biscuits en une pâte sale.

Je retiens mon souffle, non pas à cause de son odeur, mais parce que je sais que person-

Et puis, d'autres questions se bousculent. Après ma graduation? Où est-ce que je vais aller et qui prendra soin de moi? Est-ce qu'il y aura de l'emploi pour moi? Est-ce que ma famille pourra m'aider? Est-ce mon mentor est au courant de tout cela?

Parmi des cris aigus, j'entends un corps tomber par terre et des rires. Dans la salle D, un autre enfant mal nourri de trois ans est mort après trois mois de souffrances et trois jours de traitements. Sa tante, après avoir éclaté en sanglots, s'est écroulée sur le ciment à l'annonce de la mort de son neveu. Pourquoi les gens se moquent-ils de cette adolescente qui réagit plus intensément que la mère? Lorsque des enfants comme celui-là meurent, les gens disent simplement que sa vie, maintenue par des drogues,



Rangoon, 2000

La décadence du pays doré

La Birmanie est la plus grande prison du monde pour les journalistes en 2002 selon Reporter sans frontières (R.S.F.). Les médias sont aux mains de la junte militaire. Seules les nouvelles des radios internationales échappent à la censure.

Depuis le coup d'état du général Ne Win en 1962, le Myanmar (nom de la Birmanie depuis 1989) se dirige vers la ruine, aucune femme ne peut obtenir un poste significatif au sein du gouvernement. La présidente élue en 1990 (82% des voix), Aung San Suu Kyi, a été emprisonnée. Elle est la fille de Aung San, architecte de l'indépendance birmane en 1948. Prix Nobel de la Paix (1991), Aung San Suu Kyi dirige la Ligue nationale pour la démocratie (LND) née lors des soulèvements populaires contre 26 ans du règne armé du parti unique au pouvoir en 1988.

Le conseil d'État pour le rétablissement de la loi et l'ordre (SLORC) — aujourd'hui Conseil pour la paix et le développement (SPDC) — refusa de céder le pouvoir au LND et arrêta ses dirigeants. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la junte militaire dépense deux fois plus pour son armée que pour la santé et l'éducation ensemble.

Le Myanmar est le plus grand producteur mondial d'opium et d'héroïne. Depuis les massacres de 1988 (plus de 10 000 manifestants tués par les militaires), le Canada limite ses échanges commerciaux et n'a aucun représentant diplomatique au Myanmar.

Les amis canadiens de la Birmanie (CFOB) font présentement campagne contre la boutique montréalaise Jacob qui fait produire une partie de ses vêtements en Birmanie.

» www.cfob.org

est terminée. Comment peuvent-ils affirmer de sang froid que «la mort est une loi de la nature, qu'un jour, ce sera ton tour»?

Le premier enfant sans nom a été abandonné par ses parents. Cet autre vient d'abandonner ses parents en quittant le nid de souffrances de la Birmanie. Je laisse échapper un lourd soupir lorsque j'entends les paroles de mon mentor qui pointe un enfant de 4 mois : «Celui-là a une syphilis congénitale». Une syphilis congénitale! Je sais que son existence sera très courte. Mais qu'en est-il des souffrances physiques, mentales et sociales auxquelles il aura à faire face pendant sa courte vie? Un enfant qui doit se battre pour respirer à cause d'une obstruction nasale; un enfant dont la peau des paumes et de la plante des pieds se détache; un enfant qui crie terriblement lorsqu'on ne fait qu'effleurer son épaule. Je le regarde en lui parlant silencieusement.

«Pauvre petit, toutes tes souffrances sont-elles causées par ton père, qui t'assiste près de ton lit? Ou par ta mère? Un des deux doit t'avoir transmis ces souffrances. Mais ils vont tenter d'apaiser ta douleur en la portant en eux-mêmes. Tu ne feras pas face à une misérable vie comme l'enfant de l'autre chambre qui n'a pas de parents. Tu ne seras pas déshonoré, sans aide

et humilié comme un orphelin. Mais encore...» Mon cœur se serre. Nous recevons de plus en plus de patients comme eux ces jours-ci. Mais que puis-je faire?

Retour à la maison

Le scénario du retour à la maison n'est pas plus joli. Un petit garçon sous-alimenté caresse une poupée caucasienne, fabriquée à l'étranger, et la regarde les yeux plein d'espoir; sa mère contemple adorablement son fils et parle avec espérance tout en plaçant un lit roulé sur sa hanche; une autre femme, mal à l'aise, reprend la poupée des mains du garçon et la met dans son panier en secouant de la tête. Son regard fixe le sol et elle quitte la scène entraînant sa fille avec elle...

Mon esprit a soif de quelque chose, mais je ne sais pas quoi... Revenue à la maison, je veux me défaire de cette longue journée d'asphyxie. On devrait rire un bon coup au moins une fois par jour? Je me mêle donc aux rires des membres de ma famille qui taquinent joyeusement ma nièce de 16 mois. C'est la première fois qu'un véritable rire me vient aujourd'hui, il est frénétique et sans arrêt. C'est peut-être bien le dernier. Je dois m'arrêter, parce qu'il m'est impossible de continuer. Comment une personne peut-elle rire alors qu'elle souffre de suffocation? □

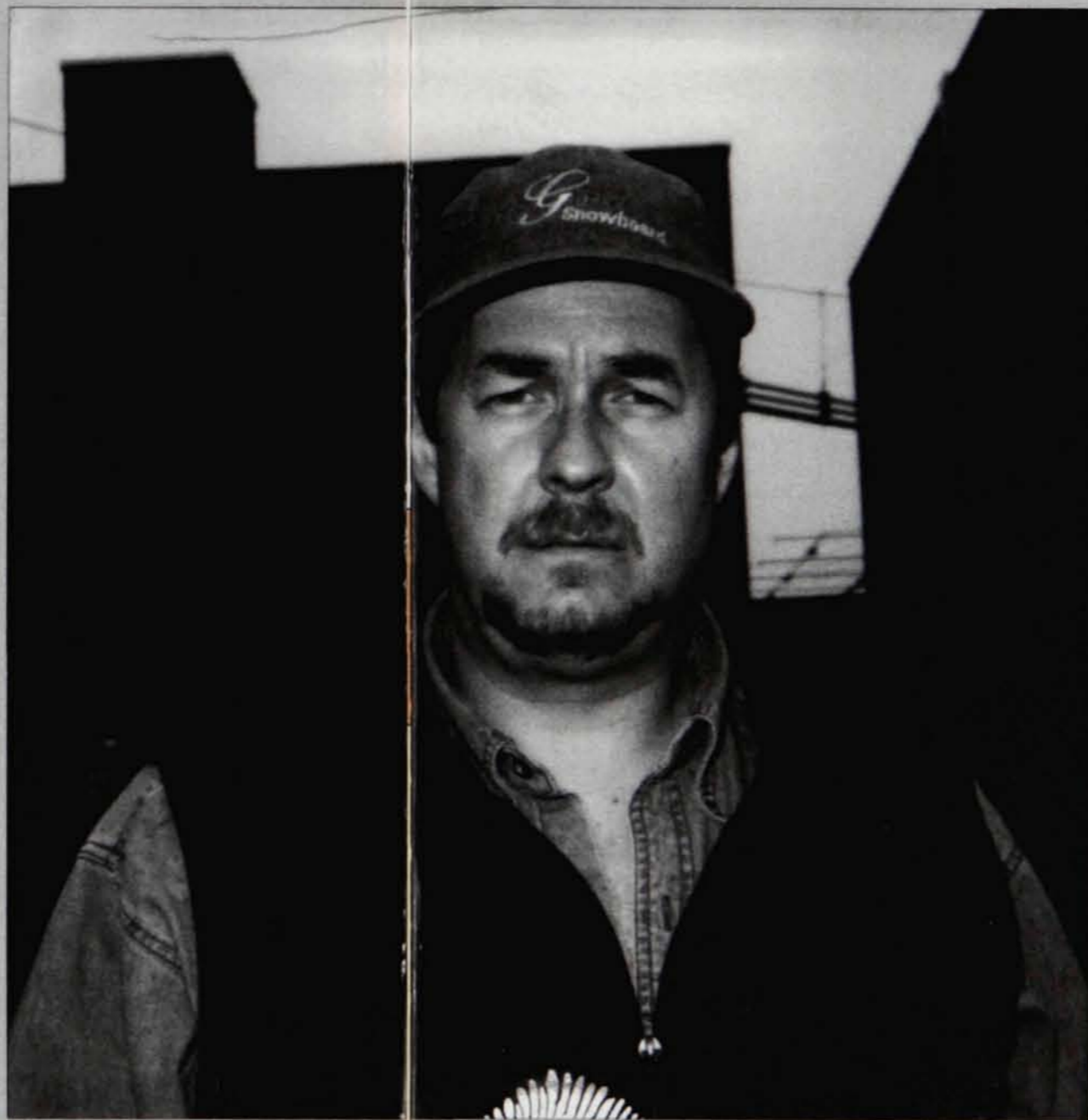
DOSSIER

LES TRAVAILLEURS PAIENT LE GROS PRIX

Les entreprises rationalisent et licencient. Les gouvernements sabrent dans les services publics, l'œil fixé sur le «déficit zéro». Les travailleurs en supportent les conséquences. Certains craquent. D'autres organisent l'entraide au travail.

PAR ANICK PERREAULT-LABELLE, ANNABELLE TAS, JEAN-SÉBASTIEN MARSAN, JULIE ROY, MÉLANIE NAVARRO, PATRICK ALLEYN ET RICHARD AMIOT

PHOTOS BENOIT AQUIN



*Mon Dieu donne.
moi une job.*

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

«MON DIEU, DONNE-MOI UNE JOB», écrit Jean Coursol, devant la distillerie Seagram à LaSalle, sur le cliché Polaroid du photographe Benoit Aquin. «Quand je suis rentré ici, il y a 19 ans», explique M. Coursol, «le directeur m'a dit "Tu vas être gras-dur dans 4 ans."» Or, les 200 employés ont appris le 26 juin 2002 que leur usine, qui distille le whisky canadien *Crown Royal* et les rhums *Captain Morgan*, fermerait en octobre 2003.

«La direction a appris, quatre ou cinq jours avant les employés, que l'usine allait fermer», relate une responsable des ressources humaines chez Seagram. «On espérait que ça resterait ouvert. Mais, pour Diageo (le nouveau propriétaire), c'est la productivité avant tout. Comme toutes les multinationales.»

La direction a donc sorti son plan B, celui de la défaite: «On a contacté les gens de Shepell (du Programme d'aide aux employés, PAE). On les connaît, on leur fait confiance». Shepell est une firme de psychologues consultants.

«Je suis allé les voir», raconte Jean Coursol. «Ils m'ont demandé "Qu'est-ce que ça te fait que ça ferme?" Qu'est-ce que je peux dire d'autre que "Ça me fait de la peine"?» Les psychologues sont restés quelques jours, puis ils ont laissé leur numéro de téléphone. «Mais c'est quelqu'un de Toronto qui te répond. Qu'est-ce qu'il connaît de ta situation?» Les délégués sociaux ont épaulé les employés dans cette circonstance difficile, avec l'aide de la FTQ et l'accord de l'employeur. Malgré tout, il y a eu mort d'homme. Un confrère de travail, désespéré, s'est suicidé. ►

A Drummondville, chez Yum Yum, après deux suicides, plusieurs disaient : « On finit par mourir quand on travaille ici. »



Fermeture = mort !!!

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Jean-Roch Lagacé, aide général chez Seagram et délégué social, croit que l'aide aux travailleurs en détresse doit venir vite, « contrairement aux PAE (programme d'aide aux employés) qui te réfèrent à un service, mais ça peut prendre deux semaines pour avoir un rendez-vous ». Chez Seagram, il y avait un travailleur social qui passait dans l'usine et connaissait les employés. Mais son poste a été aboli au début des années 1990.

« LE SUICIDE a été un choc : tu te demandes si t'es à l'abri de ça », dit Jean Coursol. À cause de ses difficultés de langage, la victime était dans l'incapacité d'envisager une démarche pour se retrouver un emploi. Leur confrère avait déjà avoué, lors d'une rencontre avec les délégués sociaux, qu'il songeait au suicide. Quand ses collègues l'ont vu rentrer au travail les poings en sang, ils l'ont hospitalisé. À cause d'un mauvais diagnostic psychiatrique, il est ressorti trop vite...

C'était « un gars de 33 ans, très isolé, très seul », se souvient Daniel Champagne, un des deux coordonnateurs qui, avec Francine Burnonville, du réseau des délégués sociaux de la FTQ à Montréal, a aidé le groupe de travailleurs à surmonter la crise de la fermeture, doublée par ce décès dramatique. Les délégués sociaux sont choisis pour aider des collègues aux prises avec des difficultés personnelles, en dehors du cadre de la convention collective. Le réseau des délégués sociaux a été créé il y a une douzaine d'années à la FTQ. Ils sont 1200 à Montréal et autant dans le reste du Québec.

L'entraide

LE SYNDICAT a été pris au dépourvu par la fermeture de Seagram, reconnaît le président du syndicat, Richard Vaillant. « C'est la première fois que je vivais une fermeture d'usine. » L'employeur ne voulait même pas faire mention de la fermeture dans la convention collective, mais il a fini par accepter l'intervention syndicale sur les lieux de travail. Les rencontres avec les délégués sociaux et les coordonnateurs de la FTQ ont commencé en décembre 2002 et ont duré trois mois, des sessions de huit heures, pendant les périodes d'ouvrage.

« Toutes les frustrations personnelles ou professionnelles y passent », dit Jean Coursol. « Après, les participants connaissent mieux les préoccupations des autres et peuvent s'entraider. » À la fin de la journée, le président du syndicat répondait aux questions des employés sur les transferts à l'usine de Valleyfield ou sur la nouvelle convention collective.

« Ces sessions collectives sont appréciées des employés parce qu'ils sont impliqués dans le processus », explique Michel Lefebvre, responsable du développement de l'entraide à la CSN pour Montréal et la Montérégie. Michel Lefebvre aurait bien aimé organiser de telles rencontres à l'hôtel Renaissance de Montréal, mais les délais étaient trop courts : à la mi-avril 2003, les

employés ont appris que l'hôtel fermerait à la fin du mois. L'université McGill l'a acheté pour le transformer en résidence étudiante. Cela l'a obligé à mettre plutôt sur pied un comité pour venir en aide aux employés après coup.

À la CSN, le premier réseau d'aidants en milieu de travail a été créé en Abitibi en 1991. Le service a été mis sur pied en 2001 à Montréal, où les «entraidants» – comme on les nomme à la CSN – sont 300. La CSN veut les multiplier ailleurs en province.

À l'usine de croustilles Yum Yum de Warwick, à l'Est de Drummondville, les employés ont obtenu de l'employeur qu'il leur paie une formation sur la santé mentale et soutienne la Gang des aidants naturels. Après le conflit de travail de 1989, une employée s'était enlevé la vie. Quelques mois plus tard, son remplaçant a fait de même. «Certains étaient tellement inquiets qu'on leur a suggéré de consulter leur médecin», raconte Doris Saint-Louis, une responsable de la Gang et ancienne présidente syndicale. «Plusieurs disaient : "On finit par mourir quand on travaille ici".»

Ni le conflit ni le poste sont LA cause des suicides, croit-elle. D'ailleurs, la définition du poste n'a pas changé et il n'y a plus eu d'incident. La convention collective signée par le syndicat CSN en 2002 «nous garantit une formation et des moyens pour recruter des membres», rapporte Mme Saint-Louis. D'ici un an, la Gang aura aussi son local. «Pour l'instant, le contremaître nous en trouve un pour les cas urgents ou alors on voit les gens à l'extérieur de l'usine.»

Des travailleurs fragiles

LES TRAVAILLEURS d'aujourd'hui seraient-ils devenus plus «fragiles» ou éprouveraient-ils des «difficultés d'adaptation» aux changements économiques? «Ce n'est pas vrai que tout le monde est fragile», répond le Dr Richard Lessard, directeur de la Santé publique de Montréal-Centre. «Les coûts humains se mesurent», rappelle-t-il. Au début des années 1990, on ne comptait que cinq suicides par an pour des motifs reliés au travail au Québec. Il y en aurait maintenant de cinq à six par semaine!

Comment en est-on arrivé là? En raison de la primauté de la logique économique sur les êtres humains, répond le professeur Jean-Pierre Brun, de l'université Laval. Le travail occupe désormais une fonction centrale dans notre société, sur fond de mutations technologiques, avec pour valeurs la vitesse

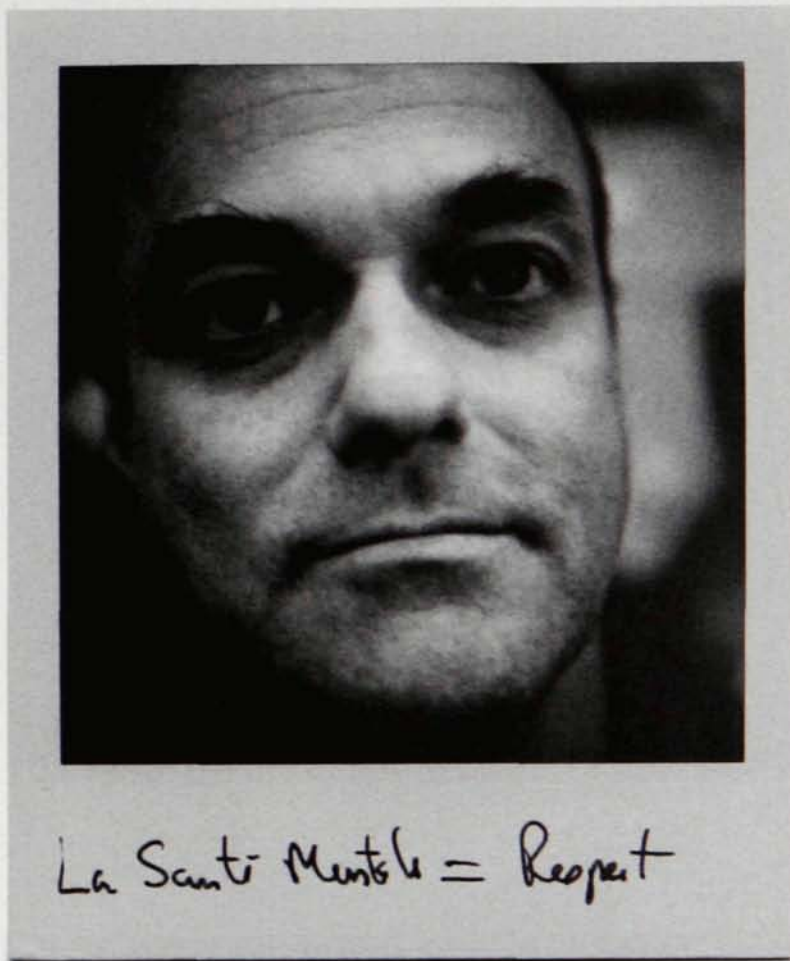


PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

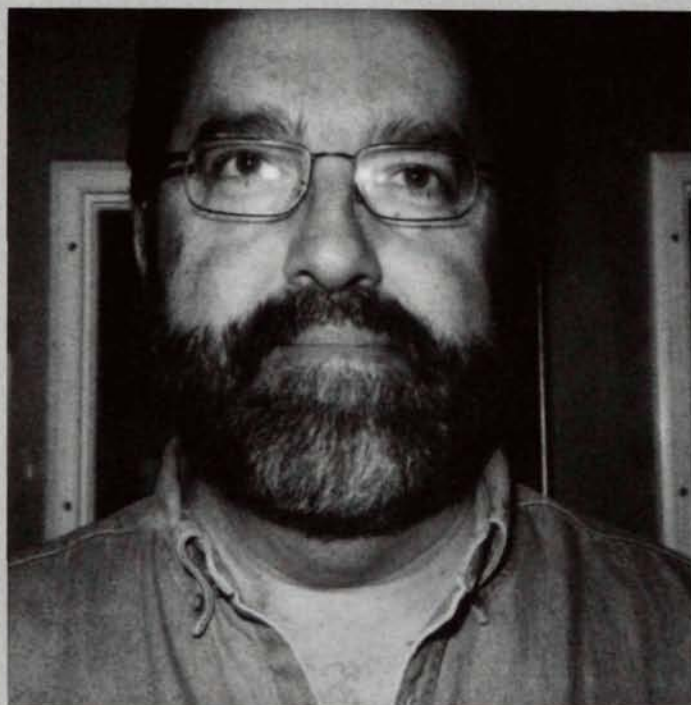
Michel Lefebvre est responsable des entraidants de Montréal et de la Montérégie à la CSN. «Un cas qui m'a choqué est celui d'une secrétaire d'une entreprise culturelle. Elle travaillait bien malgré des pertes de mémoire ou de petites crises d'hystérie. Sa superviseuse lui faisait confiance. Quand ce point de repère est parti, elle a perdu le Nord. On m'a appelé. On voulait qu'elle change. Il fallait plutôt que ses collègues s'adaptent, mais quatre mois plus tard, elle a perdu son emploi». La médiation en milieu de travail ne réussit pas à tous les coups.

et le profit. «On peut comparer la situation actuelle avec le début du XX^e siècle, au moment de l'apparition du travail à la chaîne, commente-t-il. Cette fois, c'est la santé mentale qui est affectée. Les exigences ont augmenté, il faut travailler toujours plus vite. Il faut aussi être performant à la maison, dans l'éducation des enfants...»

Le professeur Brun a interrogé 3000 employés dans le secteur hospitalier, l'enseignement supérieur, la foresterie et la métallurgie : en moyenne, 43% des travailleurs présentent un niveau élevé de détresse psy-

chologique, avec un pic de 54% en milieu hospitalier. D'après l'Enquête sociale et de santé 1998 du Québec, ce pourcentage est de 20% pour l'ensemble de la population.

«Ces cinq dernières années, le nombre de consultations pour dépression et troubles anxieux a augmenté de 40%», rapporte le Dr Brian Bexton, président de l'Association des médecins psychiatres du Québec. Selon l'Ordre des psychologues, les problèmes reliés au travail représentent désormais quatre des cinq principaux motifs de consultation. À Montréal, la Direction de la santé ►



*Le travail en relation
d'aide est très exigeant*

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Germain Loiseau est professeur de français au Centre d'éducation des adultes Lemoyne-d'Iberville. Victime d'un *burnout* en 1990, il est persuadé que l'organisation du travail est en grande partie responsable des problèmes de santé mentale au travail. Depuis une dizaine d'années, il expérimente des moyens de prévention et, depuis deux ans, des professeurs de l'UQÀM et de l'université Concordia étudient son action afin de bâtir un programme pour tous les milieux de travail.

publique estime que la souffrance psychique touche un adulte sur cinq.

Le prix de la productivité

AU CANADA, les coûts attribuables aux problèmes de santé mentale au travail s'élèvent à 20 milliards de dollars par an. Chaque semaine, 500 000 Canadiens restent à la maison parce qu'ils sont à bout. Au Québec, rapporte le Conseil du patronat, six millions de journées de travail sont perdues, soit plus de 6,5 milliards de dollars par an.

Selon la Régie régionale de la santé et des

services sociaux de Montréal, de 30% à 50% des absences de longue durée indemnisées par les assureurs privés sont dues à des problèmes de santé mentale, contre 18% en 1990. «En 1991, les problèmes de santé mentale reliés au travail représentaient 15% de tous les cas d'invalidité de longue durée que nous indemnisons. En 2001, nous en sommes à 40%. Le nombre de cas a augmenté de 167%», s'inquiète Michèle Parent, directrice nationale stratégie santé et mieux-être chez Standard Life. La Commission de la santé et de la sécurité au tra-

vail (CSST) n'est pas épargnée : entre 1990 et 2000, les indemnités versées pour ces motifs ont triplé.

Germain Loiseau est professeur de français au Centre d'éducation des adultes Lemoyne d'Iberville depuis 20 ans. Il y a une dizaine d'années, il a éprouvé des problèmes personnels et a trouvé que la direction ne l'appuyait pas. Diagnostic : épuisement professionnel. Traitement : repos et thérapie. Après quelques mois de congé, son employeur exige une contre-expertise psychiatrique. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Rétabli, il passe à l'action, persuadé que l'organisation du travail est en grande partie responsable de la multiplication des *burnout*. Depuis une dizaine d'années, avec Alain Paquette, responsable de la santé et de la sécurité au syndicat de Champlain, il intervient dans les établissements de la Commission scolaire des Patriotes, sur la rive sud de Montréal. Ensemble, ils veulent agir avant que les victimes ne soient renvoyées chez le psychologue.

Le duo utilise trois méthodes : 1- L'écoute entre pairs, en formant des personnes (désignées par leurs collègues) à une écoute attentives du milieu et pour référer les cas complexes à des professionnels. 2- La médiation, pour réconcilier des individus et éviter le dépôt de griefs. Mais parfois «la bombe explose!», reconnaît Germain Loiseau. Alors, il faut privilégier la remise en question collective : 3- Tout le monde suit un atelier d'un jour ou deux. Chaque participant identifie ses sources de plaisir et de souffrance et essaie d'imaginer son école de rêve. À la fin, il faut concilier fantasmes et réalité et formuler des moyens concrets pour améliorer l'environnement de travail. L'école, la commission scolaire et le syndicat partagent le coût des formations.

Robert Savard, de l'Association des cadres supérieurs de la santé et des services sociaux (ACSSSS), reconnaît sans ambage que l'atteinte du «déficit zéro» a affecté non seulement la qualité des services publics, mais aussi la qualité de vie de leurs employés. Dans le système de santé, les effectifs sont passés de 2000 à 1300, chez les cadres supérieurs. Ses membres font face à un dilemme insurmontable, pour des gestionnaires engagés affectivement dans le service public, «entre ce qu'ils doivent faire et ce qu'ils peuvent faire». C'est devenu la principale cause de détresse au travail, devant le surmenage, selon une enquête effectuée en 2000. «Mme Marois ne s'y attendait pas!»,

rapporte M. Savard. La détresse psychologique des cadres supérieurs est deux fois plus élevée que dans la population. Ils se censurent pour éviter l'étiquette d'«abuseur du système» et la souffrance prend forme dans les problèmes de relations de travail. Pour palier cette crise, l'Association veut mettre sur pied des cercles de dialogue pour faciliter les échanges et équilibrer la charge de travail. Mais l'ensemble des travailleurs jouit rarement d'un tel degré d'autonomie : la proportion de personnes présentant un faible niveau d'autonomie au travail est passée de 44% en 1993 à 56% en 1998.

À cause des emplois à statut précaire, les cas de harcèlement entre collègues de travail se multiplient, constate Nicole Lepage, conseillère à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). Malgré l'augmentation et le vieillissement de la population, le nombre d'employés du système de santé est passé de 227 000 à 206 000 entre 1993 et 1998 (240 000, en 2001), rapporte Mme Marie Pelchat, de la Coalition solidarité santé. Mais, «dans l'éducation et la santé, le problème ne vient pas seulement de l'employeur, avertit Nicole Lepage, mais des élèves, des parents, des patients et de leurs proches».

La centrale des professionnelles et professionnels de la santé (CPS) représente 10 000 membres dans 39 corps d'emplois de ce secteur. Marie-Claude Raynault coordonne le comité d'action féministe. Mme Raynault a vu les cas de violence augmenter avec la pénurie de personnel et les compressions budgétaires. Les femmes, vues comme des cibles plus légitimes que les hommes, en sont les principales victimes. La CPS intervient dans de tels cas, mais c'est à l'employeur que revient la responsabilité de la qualité de vie au travail.

Mais, dans le cas où l'agresseur est un médecin, les choses se compliquent. Appartenant à une profession libérale, il ne relève pas de l'employeur. Certains, seuls de leur spécialité dans une région, posent un problème à l'employeur : est-il préférable de se débarrasser d'un médecin qui empoisonne la vie au travail, au risque d'allonger la liste d'attente des patients, ou de l'endurer pour assurer la qualité des services?

Tapisser d'avis

UN JOURNALIER à la Ville de Montréal gagne 36 000 \$, pour 35 heures et quatre jours de travail par semaine. Louise Paquin est conductrice de camions, chenillettes de déneigement, petits rouleaux à asphalte, etc., ►



*Je fais ça dans mon temps
à l'heure du lunch
ou à la pause*

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Louise Paquin est conductrice au Service des travaux publics de Montréal et déléguée sociale depuis 1995 — «Je fais ça dans mon temps à l'heure du lunch». «L'hiver, les journées durent 12 heures. Quand il tombe 15 ou 20 cm de neige, il y en a pour cinq à sept jours d'ouvrage continu. Tout le monde est brûlé. On est constamment surveillés, toujours à se justifier dès qu'on arrête 10 minutes. Mais les gens nous crient des bêtises», se plaint Mme Paquin: «Ah, on sait bien, les cols bleus, vous êtes des maudits sans cœur». Moi, je suis fière d'être col bleu!»

Selon Germain Loiseleur, l'organisation du travail est responsable de la multiplication des *burnout*.

au Service des travaux publics. Elle est aussi déléguée sociale depuis 1995.

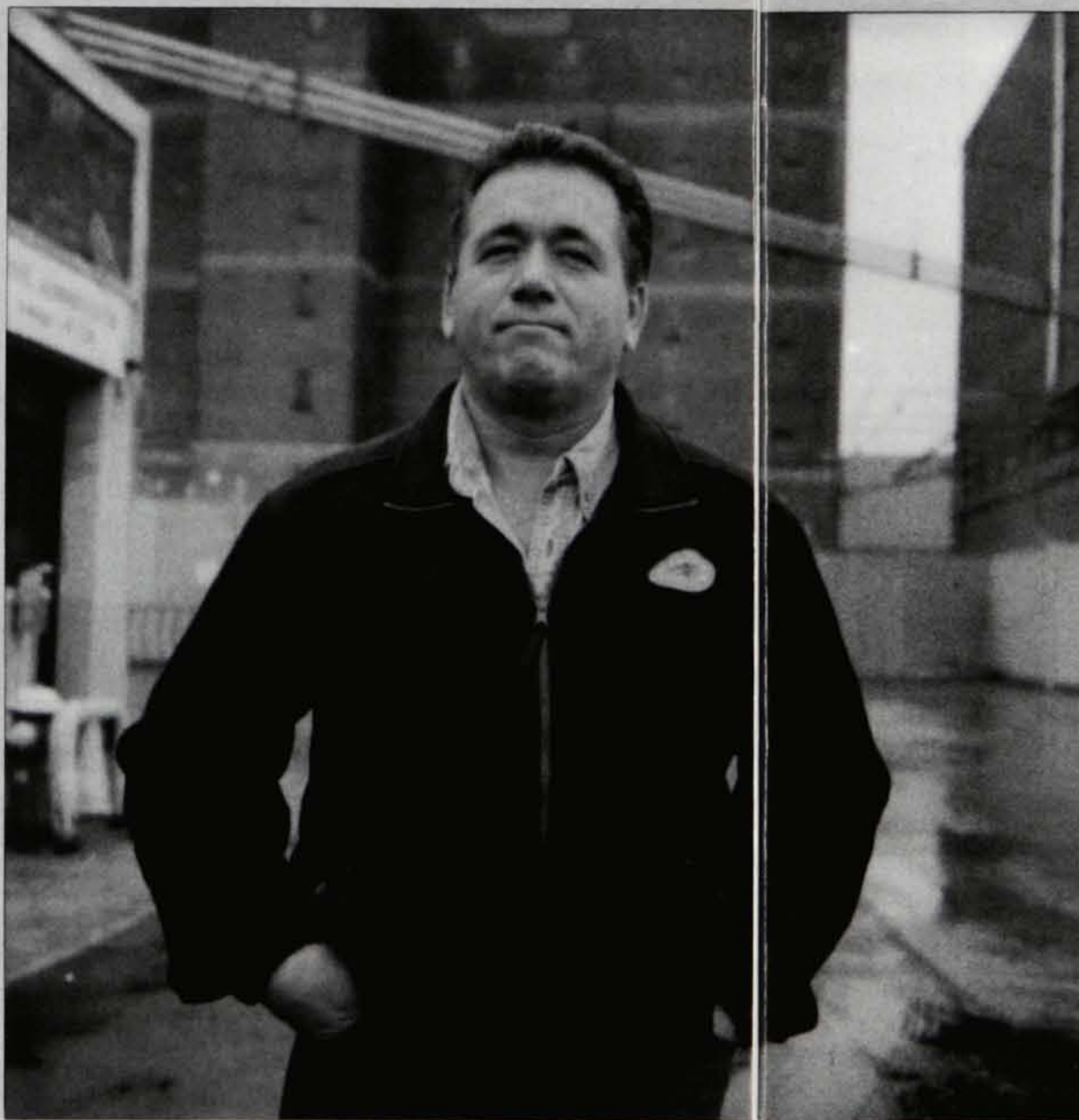
Elle raconte : « Il y a des contremaîtres qui menacent les cols bleus pour tout et pour rien. Ils disent: "Si tu ne fais pas ça, je vais te tapisser" (ce qui veut dire mettre une lettre de blâme au dossier de l'employé, inscrire un avis d'enquête ou d'infraction qui pourrait résulter en une mesure disciplinaire contre lui, voire en une suspension). J'ai déjà vu un gars qui accumulait les avis d'enquête les uns après les autres. Dès qu'il ouvrait la bouche, son boss le tapisait. Ce travailleur prenait ça très personnel. Pourtant, ce même gars avait déjà gagné un concours d'opérateur et il était arrivé premier pour toute la ville de Montréal. Il a été en arrêt de travail et il n'est finalement jamais revenu au travail. C'est comme si le cancer était pogné et tant qu'il n'y aura pas un mort ça ne changera pas. On sent qu'il va finir par se passer quelque chose, que ça a pété, mais on ne sait pas où ni quand. »

Il y a 85 délégués sociaux, parmi les 7300 cols bleus de Montréal (dont un millier de femmes), et une dizaine de retraités encore actifs. Depuis 1995, Jean-Luc Pagé est un des trois délégués libérés à temps plein par le local 301 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FTQ).

« Quand on a commencé le Programme d'aide aux employés (PAE) en 1984, dit-il, l'alcoolisme et la toxicomanie représentaient 50% des cas. Maintenant, environ 35% des demandes d'aide sont liées à la santé mentale et environ 35% aux cas d'alcoolisme et de toxicomanie. » La fréquentation du PAE a triplé.

« Les conflits hiérarchiques ont explosé », avance Luc Pagé comme explication. « Les conditions de travail se sont dégradées, il y a plus de stress et le manque de reconnaissance du travail mine les gens. On exige plus de performance. Pas seulement chez les cols

Richard Vaillant est recoupeur-mélangeur chez Seagram et président du syndicat. Il soutient que la distillerie de LaSalle « était une des plus productives en Amérique du Nord. Mais quand la haute direction a calculé qu'on ne travaillait pas la fin de semaine, le soir et la nuit, notre productivité a pas mal baissé ». À Valleyfield, on travaillera 24 heures par jour. « C'est la mondialisation, constate M. Vaillant. On maximise la productivité des machines au détriment des employés. »



MONDIALISATION =
MOINS D'EMPLOI ET
FERMETURE

bleus, c'est une situation généralisée à tous les milieux de travail. Les réclamations d'assurance ont augmenté de 1000% sur une période de 12 ou 15 ans. »

Les délégués sociaux ont un rôle préventif important, croit Luc Pagé, mais il y a des limites à ce que le PAE peut faire. Le Comité de santé et sécurité au travail reconnaît de plus en plus les problèmes de santé mentale, « mais ça n'est pas encore évident ».

« Nous étions 8000 cols bleus dans la "petite" ville de Montréal, au début des années 1970 », rappelle M. Pagé. « Après, en 1987, avec 33% plus de superficie, nous étions 4060. Il faut faire plus avec moins de monde. L'hiver, les déneigeurs sont brûlés. Ils travaillent fort, de nuit et par temps froid (dans le cas des signaleurs surtout). C'est la même chose avec le réseau d'égouts désuet. Il y a de plus en plus de fuites à réparer et de moins en moins de monde pour le faire, avec des risques plus grands de blessures. Il doit y avoir au moins un blessé par jour, ou plus, à la Ville de Montréal. »

Air Canada

UNE PREMIÈRE vague de mises à pied de 3600 employés a eu lieu à Air Canada, en faillite technique, mais il semble que cela sera insuffisant pour redresser la compagnie, craint Denis Yelle, président du PAE à l'Association internationale des machinistes et travailleurs de l'aéronautique (AIMTA). Une autre vague de licenciements est annoncée pour le 30 juin 2003. « C'est la panique partout, dit M. Yelle. Même ceux qui ont survécu à la première vague de mises à pied peuvent se faire bumper, à la grandeur du Canada. Quatre-vingts employés de Vancouver pourraient venir travailler à Montréal dans les prochains jours. Il va falloir les accueillir, les reloger et les intégrer dans de nouvelles équipes. Le PAE est responsable de tout ça. C'est bien certain que ça risque d'être difficile entre employés et qu'il va y avoir de la frustration et de la colère. »

Et puis le stress des patrons déteint sur les employés, « parce que eux aussi sont affectés par les coupures » continue M. Yelle. « Ça n'est pas facile pour eux non plus. On a su que dans certaines villes il y aurait 40% des patrons qui perdraient leur emploi. Eux, ils apprennent ça la journée même. Ils sont devant leur ordinateur et ils se font taper sur l'épaule puis ils sont escortés jusque dans le stationnement par un agent de sécurité. »

M. Yelle estime que l'état de crise s'est accentué depuis le début de la guerre en

Irak. « Tout a débarqué en même temps, et depuis le mois de septembre (2002), il y a bien trop de mauvaises nouvelles qui s'accumulent trop vite. On n'a pas le temps d'en absorber une qu'il en arrive une autre. Il y a eu la guerre et puis le SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère), en plus de tout ce qu'on vivait déjà à Air Canada. » Il y a eu des employés congédiés parce qu'ils avaient quitté le travail une minute avant l'heure prévue. « Tout devient un prétexte pour mettre quelqu'un dehors. C'est un stress incroyable à vivre. »

« Au cours des dernières années, les entreprises ont pratiqué une gestion à l'aveugle, estime le professeur Jean-Pierre Brun, parce qu'elles disposaient d'une main-d'œuvre facilement remplaçable grâce au chômage. » D'après la firme d'experts-conseils en ressources humaines Watson Wyatt, seulement 51% des employés canadiens font encore confiance à leurs dirigeants et moins de la moitié estiment que les organisations sont gérées avec efficacité.

Professeure en psychologie du travail aux HEC, à Montréal, Estelle M. Morin croit que « notre façon de faire est très ancrée dans le XIX^e siècle. C'est l'organisation scientifique du travail version 1911, le taylorisme, avec les technologies de 2003 et une population active plus âgée et plus éduquée. »

Québec est la première législature nord-américaine à adopter une loi contre le harcèlement psychologique au travail. La loi 143, adoptée le 19 décembre 2002, améliore un ensemble de dispositions législatives sur les normes du travail, importantes notamment pour les 1,6 million de travailleuses et travailleurs sans contrat de travail. Les nouvelles normes entraient en vigueur le 1^{er} mai 2003 (en juin 2004 pour les mesures sur le harcèlement psychologique). Beaucoup de salariés espèrent que leur situation va s'améliorer avec les nouvelles normes. « Il s'agit d'un gain majeur pour les travailleurs les plus démunis », se réjouit Esther Paquet, porte-parole de l'organisme Au bas de l'échelle, à Montréal.

Jean Coursol, cariste (conducteur de chariot) chez Seagram, ne veut pas perdre ses 22 \$ l'heure, ses cinq semaines de vacances et sa pension. « J'ai 43 ans et, comme bien d'autres dans l'usine, je n'ai pas mon secondaire 5 », explique-t-il. À la distillerie de Schenley, à Valleyfield, où la production va être transférée en octobre 2003, il faut avoir terminé son secondaire. Seulement 41 employés de LaSalle y trouveront du travail. □

TRAVAILLE SANS BON SENS

ENTREVUE AVEC MICHEL VÉZINA*

Selon Michel Vézina, de 35% à 40% des problèmes de santé mentale sont dus au travail. Ils sont devenus la première cause d'absentéisme.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-SÉBASTIEN MARSAN
PHOTO BENOIT AQUIN

RECTO VERSO : LA SANTÉ MENTALE AU TRAVAIL SEMBLE BIEN MAL en point. Est-ce parce que l'on dépiste mieux les problèmes ou parce que la situation s'aggrave?

MICHEL VÉZINA : Il est certain que la situation se dégrade depuis quelques années. On constate sur le plan scientifique que certaines dimensions de l'organisation du travail sont pathogènes. Depuis le début des années 1990, on a constaté deux phénomènes en augmentation de 20% à 50% : premièrement, l'intensification du travail, c'est-à-dire faire plus de choses en moins de temps ou avec moins de ressources, et, deuxièmement, une précarisation des emplois. Quand on met les deux ensemble, on double, voire on triple, le nombre de cas d'intimidation et de violence au travail.

RV Comment peut-on atténuer ou régler le problème?

MV Il y a trois dimensions de l'organisation du travail que l'on considère comme des antidotes aux problèmes de santé mentale. La première,

* Pionnier au Québec en santé mentale au travail, le Dr Michel Vézina est médecin spécialiste en santé communautaire. Il est professeur et chercheur au département de médecine sociale et préventive de l'Université Laval et conseiller scientifique à l'Institut national de santé publique du Québec.



Plus ça va plus la notion du temps change. tout s'accélère. On prend plus le temps de vivre

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

c'est l'autonomie : avoir le contrôle et l'autorité sur la sphère de travail, participer à la prise de décisions, avoir un travail qui permet d'utiliser ses habiletés, de développer son identité. La deuxième dimension, c'est le soutien social, l'aide obtenue des collègues ou des supérieurs hiérarchiques. Vous pouvez demander à un travailleur de faire beaucoup, mais il faut l'aider quand il en a besoin. Il faut aussi être capable de connaître le contenu de son travail afin de pouvoir l'aider; un supérieur qui n'a qu'une autorité de gestion, qui ne sait pas comment se fait le travail de ses subordonnés, n'est guère utile en terme de soutien professionnel. D'où l'importance d'avoir un collectif de travail fort, une équipe sur laquelle s'appuyer. Malheureusement, les nouvelles formes d'organisation du travail mettent souvent les gens en compétition. Non seulement il n'y a pas de soutien social mais, dans les cas extrêmes, il y a du harcèlement.

La troisième dimension, la plus importante à mon avis, c'est la reconnaissance, ce qu'on appelle aussi la réciprocité sociale. Quand une personne s'investit dans son travail, elle devrait obtenir une reconnaissance de ses efforts. Un retour sur son investissement, si l'on peut dire, parce que cela peut s'exprimer avec de l'argent : un mauvais salaire n'est pas une façon de reconnaître les efforts d'un travailleur. Au-delà du salaire, il y a aussi l'estime, le respect de la part de l'employeur et le statut dans l'entreprise. Si vous vous défoncez au travail mais qu'on vous considère comme un moins que rien, que vous êtes dans une situation de précarité d'emploi, ce n'est pas une façon de reconnaître vos capacités. Les gens qui sont reconnus dans une organisation sont moins malades et beaucoup plus productifs, c'est tout à l'avantage de l'entreprise.

RV Aujourd'hui, le travail occupe une place centrale dans notre vie. Et quand il y a un problème, tout peut s'écrouler...

MV Autrefois, lorsque les gens avaient des problèmes au travail, ils pouvaient s'appuyer sur leur environnement, il y avait un esprit de ►

Claudine Robillard, à 24 ans, aurait préféré débouler un escalier et se casser un bras, plutôt que quitter son emploi «super intéressant, socialement engagé et artistique», tout en finissant son bac à l'université et en travaillant comme barmaid. Après la pause des Fêtes, elle pleurait à tout bout de champs, épuisée. Elle a dû tout lâcher. Après trois mois de repos forcé, elle se sent d'attaque, mais ne retournera pas faire de l'animation théâtrale. «Je ne pourrais pas.» Elle se contentera de travailler comme barmaid.

Avant, il y avait une solidarité entre travailleurs. Aujourd'hui, les salariés sont isolés.

métier, une solidarité entre travailleurs. Mais dans l'univers de gestion de type *Kleenex* actuel, où on utilise les gens au maximum avant de les jeter quand ils sont finis, les salariés sont isolés et parfois usés jusqu'à la corde. Non seulement ils doivent faire face à une surcharge de travail et à une précarisation de l'emploi, mais ils n'ont plus de soutien social pour les aider à s'en sortir.

RV Dans ces conditions, travailler aujourd'hui a-t-il encore un sens ?

MV Oui. Le sens du travail, c'est la cohérence entre ce que vous êtes et ce que vous faites aujourd'hui, et ce que vous étiez et ce que vous faisiez dans le passé. Ce que vous faites présentement doit s'appuyer sur des expériences professionnelles antérieures, en continuité. Par contre, si dans le passé vous avez eu un emploi qui vous a permis d'apprendre et que votre travail actuel est monotone, qu'il vous rabaisse à un rôle d'exécutant, alors il perd son sens.

RV Les employeurs font-ils de la prévention ?

MV Ce qui se fait beaucoup, c'est la mise sur pied de programmes d'aide aux employés (PAE) avec de l'information et de la sensibilisation aux problèmes de santé mentale. Le message que cela véhicule, c'est que ces problèmes sont d'origine individuelle. Les psychologues, les travailleurs sociaux ou les infirmières qui mettent en place des PAE ne sont pas outillés pour questionner l'organisation du travail; ce n'est d'ailleurs pas ce

qu'on leur demande. Je ne dis pas que tous les problèmes proviennent de l'organisation du travail; il est évident que certaines personnes peuvent traverser des périodes difficiles, lorsqu'elles vivent un divorce, qu'elles perdent un être cher ou qu'elles doivent s'occuper d'un parent malade. Mais, actuellement, de 40% à 50% des problèmes de santé chronique sont causés par le travail.

RV En décembre dernier, le gouvernement du Québec a révisé la Loi sur les normes du travail, en prévoyant un recours contre le harcèlement psychologique. Est-ce suffisant ?

MV Nous sommes la seule province canadienne et le seul État nord-américain à interdire formellement le harcèlement psychologique. Mais, contrairement à la France, qui criminalise d'emblée le problème, on fera d'abord intervenir un médiateur, un inspecteur de la Commission des normes du travail. Si jamais cela ne fonctionne pas, le médiateur pourra s'en remettre au tribunal du travail. Ce mécanisme permettra à un travailleur de se faire entendre avant qu'il ne soit complètement démoli. C'est quelque chose de très positif.

RV On prévoit la création de nombreux emplois pour remplacer les *baby-boomers* qui prendront leur retraite. Le rapport de force sur le marché du travail va-t-il se renverser au profit des travailleurs ?

MV Ce qui va faire changer les choses, c'est la prise de conscience du coût des pro-

Pour en savoir plus

■ **Violences au travail**, Michel Debout et Christian Larose. VO Éditions/Éditions de l'Atelier, 2003.

■ **Terreur au travail. Enquête sur le harcèlement moral**, Marie Muller. Fayard, 2002.

■ **Placardisés. Des exclus dans l'entreprise**, Dominique Lhuillier. Seuil, 2002.

■ **Malaise dans le travail. Harcèlement moral : démêler le vrai du faux**, Marie-France Hirigoyen. Syros, 2001.

■ **Le harcèlement moral, la violence perverse au quotidien**, Marie-France Hirigoyen. Syros, 1998.

■ **Pour donner un sens au travail**, Michel Vézina et autres. Gaétan Morin, 1992.

■ **Évaluation de la santé mentale au travail : une analyse des pratiques de gestion des ressources humaines**, Jean-Pierre Brun et autres. Chaire en gestion de la santé et de la sécurité du travail, Université Laval, 2002.
<http://cgsst.fsa.ulaval.ca>

■ **Garder notre monde en santé. Rapport annuel sur la santé mentale des Montréalais**. Direction de la santé publique de Montréal-Centre, 2001.
<http://www.santepub-mtl.qc.ca/Publication/autres/santementale2001>

■ **Agir avant la tempête**. Une démarche de prévention de la violence et du harcèlement au travail. CSN, 2001.

blèmes de santé mentale pour les entreprises et pour la société. Je ne sais pas si le rapport de force sera inversé, mais j'ai l'impression que cette prise de conscience et la sortie massive des *baby-boomers* du marché du travail feront en sorte que les conditions de travail s'améliorent à moyen terme. □

Recto Verso remercie l'Association des cadres supérieurs de la santé et des services sociaux (ACSSSS), la Centrale des professionnelles et professionnels de la santé (CPS), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Fédération des infirmières et des infirmiers du Québec (FIIQ), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) pour leur contribution financière à la réalisation de ce dossier sur la santé mentale au travail.



SPGQ
Syndicat des professionnelles et professionnels
du gouvernement du Québec





PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Québec, avril 2001 — Des Black Blocs, avec d'autres manifestants, abattent le mur et entrent dans le périmètre de sécurité du Sommet des Amériques.

relate Francis Dupuis-Déri.

La police allemande aurait nommé ce mouvement Black Bloc (en allemand : *Schwarze Block*). Les squats, qui se comptaient par milliers dans l'Europe des années 1970, étaient autant de lieux d'habitation, mais aussi d'animation politique. Un phénomène que les autorités de Berlin-Ouest décidèrent d'éliminer en 1980. «Devant la menace imminente d'une intervention policière brutale, des autonomes de Berlin vêtus de noir se sont équipés de casques et de boucliers de fabrication artisanale pour descendre dans la rue affronter les hommes payés et armés par l'État pour les expulser de leur squat.»

La première manifestation Black Bloc aux États-Unis aurait eu lieu en 1991, à Washington, pour dénoncer la guerre contre l'Irak. Les manifestations anti-mondialisation, la diffusion par Internet et la couverture médiatique des manifestations ont donné une grande visibilité aux tactiques du Black Bloc.

Dans la première partie du livre, Dupuis-Déri raconte les premiers rassemblements Black Blocs, ses origines, ses modes de fonctionnement par groupes d'affinités. Souvent dénoncées ▶

SCHWARZE BLOCK

Des militants masqués, spectaculaires, tout habillés de noir, équipés pour riposter aux polices anti-émeutes ; le politologue Francis Dupuis-Déri décrit la tactique du Black Bloc.

PAR ANNE-MARIE BRUNELLE

Dans un récent essai, *Les Black Blocs, quand la liberté et l'égalité se manifestent*, Francis Dupuis-Déri décrit le Black Bloc, une tactique plutôt qu'un mouvement, et débolonne quelques mythes. D'abord, le Black Bloc n'est pas

un mouvement organisé, permanent, doté de ramifications internationales. «La réalité des Black Blocs est en fait aussi mouvante qu'éphémère. Ainsi, il existe des Black Blocs qui sont autant de regroupements ponctuels d'individus pour le temps d'une manifestation», explique-t-il.

Berlin, 1980

Des militants allemands de Berlin-Ouest auraient été les premiers à recourir à la tactique du Black Bloc au début des années 1980. «Sans s'identifier ouvertement comme anarchistes, les "autonomes" européens fonctionnaient en marge de l'État ainsi que des organisations traditionnelles de gauche, tels les syndicats ou les partis communistes. Ils privilégiaient comme mode d'expression politique les grèves de paiement de loyer, les occupations d'universités, les combats de rue contre les néonazis et les policiers, et la mise sur pied de squats politiques »,

SOUTENEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE ET SOLIDAIRE!

La presse indépendante est sur les dents!

Elle s'unit pour résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents.

Abonnez-vous à un second, voire un troisième journal indépendant: ils ont tous une dent contre la bêtise, et ils se complètent si bien.

L'aut'journal est un mensuel indépendantiste et progressiste pour qui «Informer, c'est mordre à l'os tant qu'il y a de quoi ronger» (Jacques Guay)

JOURNAL

Un an 30\$ ou soutien _____ \$
 Deux ans 45\$ ou soutien _____ \$

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Faites votre chèque à l'ordre de

L'aut'journal

3575, Saint-Laurent, bur. 117,

Montréal H2X 2T7

Livres

par les représentants des organisations «réformistes» (groupes organisés et permanents qui travaillent le système «de l'intérieur», ATTAC, Greenpeace, les syndicats), les actions des Black Blocs nuisent-elles ou contribuent-elles à la cause? Même si

vraient se calmer et rentrer dans les rangs, bien sagement...

Les Black Blocs s'expliquent

Pour compléter son livre, il laisse la place aux militants. Un texte, *Black Bloc pour débutants*, ré-

américain Michael Albert, rédigé après Seattle. Sans être contre toute forme de destruction de la propriété et d'action directe violente, Michael Albert énonce clairement au départ que l'utilisation des tactiques ne doit viser qu'un élargissement du mouvement. «Saccager des vitrines ne suffit pas pour changer la société. Il s'agit plutôt de s'engager dans un processus qui consiste à éveiller les consciences et à former des mouvements pour ensuite obtenir des gains (...)» Mais Albert s'adresse aussi aux militants mis en colère par les activités du Black Bloc à Seattle: «Ne soyez pas impitoyables et ne commettez pas l'erreur simpliste de croire que les vandales étaient par essence des individus apolitiques, sans idéaux, insensibles ou pire encore, des agents de police.»

Au fond, la question posée par les actions des militants

anarchistes, comme ceux du Black Bloc, vise la notion même de violence. Et quels de rapports de force établir face aux décideurs actuels? Fracasser une vitrine est-il plus violent que signer une entente commerciale qui met des milliers de travailleurs à la rue ou encore permettre aux policiers d'utiliser des balles de caoutchouc, des canons à eau, des gaz, des chevaux et même des armes à feu (comme lors de l'assassinat du militant italien Carlo Giuliani à Gênes en 2001) pour «assurer l'ordre public»? Nous ne répondrons pas ici, évidemment. Mais le livre de François Dupuis-Déri contribue certainement à cette réflexion nécessaire. □

Francis Dupuis-Déri
Les Black Blocs
Quand la liberté et l'égalité se manifestent
Lux Éditeur, 2003, 209 pages

Un Black Bloc est un vaste drapeau noir tissé de corps et qui flotte au cœur d'une manifestation.

plusieurs reconnaissent que les médias, notamment, ont commencé et continuent à s'intéresser aux mouvements antimondialisation lorsque qu'il y a de la casse, l'auteur dénonce l'attitude des groupes sociaux-démocrates. «Le message de l'élite réformiste est limpide: son travail devrait avoir la priorité et les radicaux de-

pond de façon concise aux pourquoi et aux comment pour non-initiés. On peut lire des communiqués émis depuis 2000 lors des grandes manifestations — *Pourquoi étions-nous à Gênes?* — et des documents de discussions sur les stratégies. Il publie aussi *Saccager ou construire un mouvement*, un texte critique du militant

ENJEUX PLANÈTE

UNE COLLECTION MONDIALE POUR UNE AUTRE MONDIALISATION
PARUTIONS DU PRINTEMPS 2003

DAVID SOGGE
Les mirages de l'aide internationale
Quand le calcul l'emporte sur la solidarité
L'aide internationale est une entreprise mondiale réalisant un gros chiffre d'affaires. On s'attend à ce qu'elle règle des problèmes inédits, toujours plus complexes. Supposée bienveillante et désintéressée, l'aide provoque pourtant plus de dommages qu'elle ne dispense de secours, et profite plus aux donateurs qu'aux destinataires.

OSWALDO DE RIVERO
Le mythe du développement
La majorité des peuples du tiers-monde n'ont pas profité et ne profiteront pas des apports des projets de développement, promis depuis plus de cinquante ans. Les modèles de développement fondés à la fois sur la régulation étatique et sur le libre marché ont failli. Il est erroné de qualifier de nombreux pays comme étant «en développement»: il vaudrait mieux les décrire comme des «économies nationales non viables».

330 pages • 18,00 \$
ISBN 2-921561-85-9

241 pages • 17,00 \$
ISBN 2-921561-86-7

LES ÉDITIONS **ÉCOSOCIÉTÉ**
www.ecosociete.org

La collection **ENJEUX PLANÈTE** est le fruit de la collaboration solidaire de douze maisons d'édition d'Afrique subsaharienne, du Maghreb, d'Europe et d'Amérique du Nord.

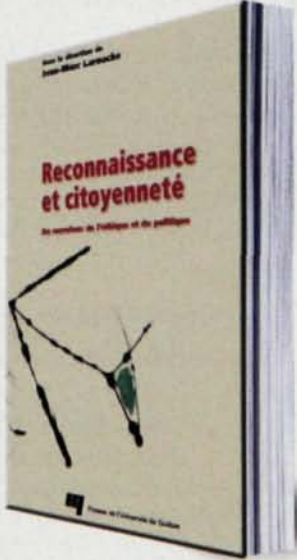
nouveauté

Pour réfléchir sur les liens, tensions et enjeux de l'éthique et du politique dans notre société.

Reconnaissance et citoyenneté
Au carrefour de l'éthique et du politique

Sous la direction de Jean-Marc Larouche
196 pages
24 \$

(418) 657-4399
www.puq.quebec.ca



Presses de l'Université du Québec

Sur les rayons

NOUVEAUTÉS LITTÉRAIRES DE LA SAISON Vous trouverez les livres présentés dans cette page chez tout bon libraire.



Madeleine Parent Militante

Sous la direction d'André Lévesque

Comment décrire toutes les luttes syndicales et féministes de Madeleine Parent, comprendre le contexte historique dans lequel elles se sont déroulées et mesurer leur impact? Voilà le défi que s'est proposé l'équipe réunie par Andrée Lévesque pour produire cet ouvrage.



La militante Madeleine Parent continue d'inspirer les femmes et les hommes qui combattent pour un monde juste et généreux. Des textes de Denyse Baillargeon, Françoise David, Lynn Kaye, Andrée Lévesque, John Lang, Lynn McDonald, Shree Mulay, Michèle Rouleau, Rick Salutin, Monique Simard et John St-Amand.

LES ÉDITIONS DU REMUE-MÉNAGE
126 PAGES, 19,95 \$

L'organisation communautaire en CLSC

Sous la direction de René Lachapelle

L'organisation communautaire, en favorisant l'articulation entre le privé et le collectif, contribue à l'émergence de pratiques citoyennes, de réponses collectives aux problèmes sociaux.

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
2-7637-7979-4, 37 \$



Transformations sociales, genre et santé — Perspectives critiques et comparatives

Sous la direction de Francine Saillant et Manon Boulianne

Ce livre porte sur les transformations des systèmes de santé dans le monde et au Québec.

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
2-7637-7969-7, 35 \$

Transformations sociales, genre et santé



Le développement local

André Joyal

À travers le monde, à l'échelon local, différents acteurs retroussent leurs manches et s'engagent dans une démarche partenariale afin d'apporter un souffle nouveau à leur région. Cet ouvrage montre les fondements de leurs interventions.

LES ÉDITIONS DE L'IQRC
2-89224-330-0, 15,95 \$



Transmission de la culture, petites sociétés, mondialisation

Transmission de la culture, petites sociétés, mondialisation

Sous la direction de Jean-Paul Baillargeon

Dans le contexte de la mondialisation, le domaine de la culture semble le plus vulnérable. Qu'advient-il de l'identité, de la capacité de création des petites sociétés comme le Québec et le Canada anglais?

LES ÉDITIONS DE L'IQRC
2-89224-336-X, 30 \$



La terre des hommes intègres

Récit de voyage d'Ugo Monticone

Désirant s'échapper d'un monde où tout va trop vite, un jeune publiciste s'engage dans un stage de coopération internationale au Burkina Faso. Son regard lucide sur la situation sociale du pays nous fait découvrir les gens et les coutumes.

2-922050-39-4, 21,95 \$
LES ÉDITIONS DU CRAM



Le transgénétique : les premiers signes d'une catastrophe

D' Bernard Herzog

Les premières constatations cliniques des effets néfastes, des dangers éminents que représentent les manipulations génétiques et l'alimentation par les OGM.

2-922050-24-6, 24,95 \$
LES ÉDITIONS DU CRAM



Les 7 Fléaux : le péril écologique

Dr Bernard Herzog

Un cri fort, strident, un réquisitoire sévère et sans complaisance sur les carences alimentaires, la pollution de l'eau potable, les risques endémiques, l'évolution climatique, le temps et le manque de spiritualité; bref une alerte à nos consciences endormies.

2-922050-46-7, 24,95 \$
LES ÉDITIONS DU CRAM



Vagin et ses amis interviewés

Andrée Matteau

Une approche particulière pour expliquer les atavismes culturels en ce qui concerne le sexe de la femme. Ce livre propose des solutions pour entraîner une plus grande compréhension de la contraception et engendrer la libération sexuelle au féminin.

2-922050-38-6, 19,95 \$
LES ÉDITIONS DU CRAM

MILITER AU FUTUR

PAR ANNE-MARIE BRUNELLE

«Quels sont les nouveaux discours, les nouvelles formes de contestation, quand ils se situent hors des institutions politiques ou syndicales traditionnelles?», s'est demandé le britannique Tim Jordan, professeur de sciences sociales à l'Open University de Londres.

Dans *S'engager! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...* son approche est résolument théorique, mais elle a la qualité, justement, de nommer par des exemples concrets et de réfléchir sur les courants qui animent les nouveaux «désobéissants», des hackers jusqu'aux Zapatistes.

Au XX^e siècle, le militantisme politique a franchi plusieurs

étapes historiques : le marxisme et la lutte des classes, le féminisme, le mouvement écologiste. La réponse à une sorte de hiérarchie des oppressions. Aujourd'hui cette hiérarchie ne tient plus. Les militants ont davantage le sentiment de participer à la lutte. Dans certains cas, la grille gauche-centre-droite des luttes militantes ne s'applique plus si facilement.

L'auteur utilise le concept de la transgression – «qui consiste à s'attaquer au mode de reproduction des normes, des croyances, des inégalités et des oppressions sociales» – et de la relation au temps pour identifier les deux principaux courants : les militants «du présent» travaillent pour des ajustements et des modifications au système ac-

tuel, ils le réforment, mais ne le changent pas. Certains diront qu'ils contribuent à revaloriser les institutions démocratiques, lourdement attaquées par les avancées néolibérales.

L'éthique de demain

Les militants du «futur» refusent de se cantonner aux règles connues du jeu politique. «Le rejet des structures et institutions sociales, et de l'éthique en vigueur. L'éthique de demain ne peut venir que de la transgression, du dépassement des modes actuels de négociation des conflits sociaux et de la résolution des différences.» Il donne un exemple bien connu dans les milieux militants : quand vient le temps d'organiser une manifestation, on choisit d'aviser les autorités et de s'entendre avec les policiers sur l'itinéraire et l'horaire, ou bien on les force à improviser. Les deux options ont chacune leur finali-

té et répondent à des objectifs bien différents.

C'est au futur que l'auteur destine ses espoirs, au «Militantisme», comme il l'appelle : «une vision large, radicale et révolutionnaire de ce contre quoi il faut lutter dans notre monde actuel et de ce qu'on pourrait aimer dans un monde futur.» Mais Tim Jordan en reconnaît aussi les failles et les possibles dérives. N'empêche que cette quête de l'autrement est passionnante, multiforme et en accéléré. Jusque dans nos habitudes personnelles de consommation. «D'où viennent les nouvelles formes éthiques? Qui a fait entrer les œufs de poules élevées en plein air dans nos magasins?» □

Tim Jordan
S'engager! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs... Éditions Autrement Frontières, 2003, 141 pages

La crise d'identité professionnelle, une occasion de changement ?

Crise d'identité professionnelle et professionnalisme

Sous la direction de Georges A. Legault

246 pages
29 \$

(418) 657-4399
www.puq.quebec.ca



Presses de l'Université du Québec

Tout un monde dans les régions



Un monde qui innove...
un monde qui s'organise...
un monde qui agit...
Régionalisation et nouvelle gouvernance



Congrès national de l'Association des régions du Québec

29 et 30 mai 2003



Centre de congrès Le Montagnais à Ville de Saguenay dans la région du Saguenay / Lac-Saint-Jean

Inscrivez-vous maintenant par Internet :
www.regions.qc.ca



1 888 647-9112 ou (418) 647-9112



L'Association des régions du Québec

\$ / ml.
Produit authentique
Kamouraska

ARTISANAL
Pays-d'en-Haut

MESURE DE SOUTIEN AUX PRODUITS DU TERROIR

Les objectifs de la mesure

La mesure de soutien aux produits du terroir veut contribuer :

- à la diversification de l'offre **agroalimentaire et agroforestière;**
- à la mise en valeur des savoir-faire traditionnels;
- à la protection d'un aspect du patrimoine québécois.

Poids net Agroforestier
Bois-Franc

La mesure de soutien aux produits du terroir appuie **financièrement** les promoteurs ruraux soucieux de la sauvegarde des savoirs et savoir-faire traditionnels, de la mise en valeur du patrimoine rural québécois, de l'occupation du territoire et de la valorisation des terroirs.

Temiscamingue
produit du terroir

Des alliés

Dans l'élaboration de leur projet, les promoteurs peuvent bénéficier de l'aide des agents de développement rural actifs dans chacun des Centres locaux de développement (CLD) ou de celle de Solidarité rurale du Québec qui a reçu du ministère des Régions un mandat d'accompagnement et de conseil.

Pour connaître les bureaux régionaux
du ministère des Régions

www.mreg.gouv.qc.ca

Pour trouver un CLD

www.acldq.qc.ca

Pour joindre Solidarité rurale du Québec

www.solidarite-rurale.qc.ca



SOLIDARITÉ
RURALE
DU QUÉBEC

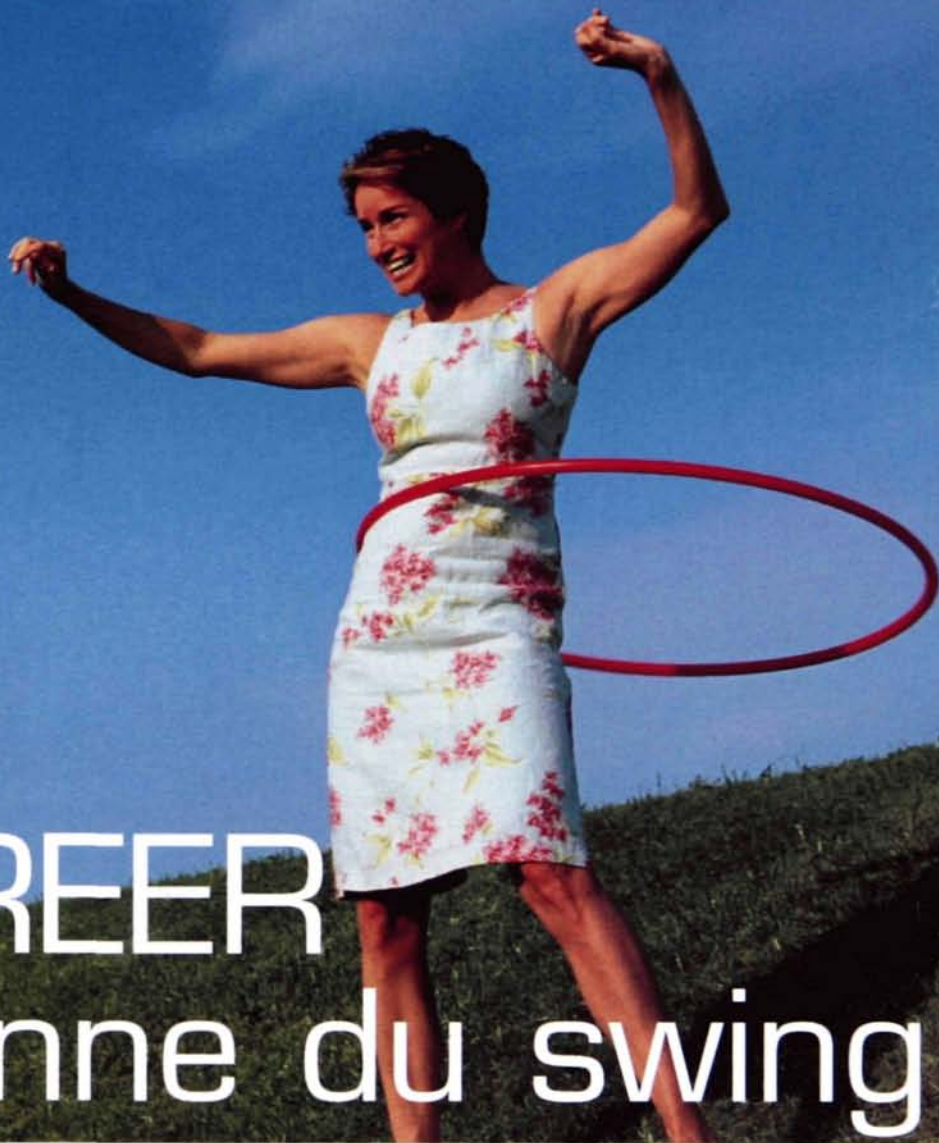
Québec

RECHERCHÉS

artisans, paysans,
détenteurs d'un savoir-faire
traditionnel

ALLE LE
07/30

90/kg



Mon REER me donne du swing

Plus d'économies d'impôt, plus de bon temps

Le REER du Fonds de solidarité FTQ vous procure 30 % plus d'économies d'impôt qu'un REER conventionnel. C'est 30 % plus d'argent qui vous revient maintenant. À vous d'en profiter !

1 800 567-FONDS www.fondsftq.com

 **FONDS**
de solidarité FTQ

La force du travail

La valeur de l'action fluctue. Pour des renseignements détaillés sur les actions du Fonds, consultez le prospectus disponible à nos bureaux.